

l'Anticapitaliste

n°513 | 12 mars 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE CE SYSTÈME MALADE

DANS LA RUE ET DANS LES URNES



Emma.

Dossier

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Pages 6 et 7

ÉDITO

«C'est le moment de faire
des bonnes affaires en
bourse» Page 2

PREMIER PLAN

8 mars: déferlement de la
nouvelle vague féministe
Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Grèce: les réfugiés otages des
fauteurs de guerre et des
nationalismes Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Hugo Huon, ancien
infirmier de nuit, animateur du
Collectif inter-urgences Page 12



Par JULIEN SALINGUE

«C'est le moment de faire des bonnes affaires en bourse»

C'est le *Sunday Times* qui nous l'a appris le 6 mars : plusieurs compagnies aériennes britanniques ont fait voler des avions « fantômes », vides de tout passager, pour maintenir leurs vols malgré les effets de l'épidémie de coronavirus. Des milliers de litres de kérosène ont ainsi été brûlés pour faire circuler des avions vides, dans le seul but de se conformer à une réglementation qui impose aux compagnies aériennes de faire voler leurs avions, même s'ils sont à moitié (ou totalement) vides. En vertu de cette règle, dite « *use it or lose it* », désormais provisoirement suspendue, si une compagnie utilise moins de 80 % des créneaux qui lui sont attribués, elle les perd la saison suivante. Quelques jours plus tôt, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire annonçait un encadrement des prix des gels hydroalcooliques, alors que les médias se faisaient l'écho de l'augmentation spectaculaire des prix de vente de certains de ces gels, notamment ceux vendus sur internet, mais aussi dans les pharmacies qui, forcées de se réapprovisionner en raison de la forte demande, constatent une explosion des prix proposés par les fournisseurs. « *Des prix inacceptables* » s'est insurgé Bruno Le Maire, visiblement peu au fait du fonctionnement de l'économie capitaliste et des vertus de la « concurrence libre et non faussée ». Ces avions vides et ces gels à prix exorbitant ont en effet un point commun : s'ils illustrent, de manière crue, les aberrations du système capitaliste, ils ne sont que la conséquence logique de la règle d'or de l'économie de marché selon laquelle tout est bon pour faire du profit, quelles qu'en soient les conséquences sur l'environnement et sur les êtres humains. Et ce ne sont pas les gesticulations faussement outragées de Le Maire, membre éminent d'un gouvernement au service des riches et des multinationales, qui y changeront quoi que ce soit. Alors que les bourses sont en chute libre et qu'une crise d'ampleur s'annonce, Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès de Le Maire, rivalise ainsi de cynisme irresponsable avec son ministre de tutelle, en déclarant : « *C'est le moment de faire des bonnes affaires en bourse* » (sic). L'épidémie de coronavirus, sa gestion et ses conséquences, soulignent à quel point il est temps d'en finir avec ce système et avec ceux qui le défendent et le perpétuent. Pour en finir avec la loi du profit, qui n'a que mépris pour nos vies, pour la vie.

BIEN DIT

Justice d'exception et de classe, les comparutions immédiates inscrivent le travail judiciaire dans une réalité de précarité et d'urgence. Justice des plus fragiles, elle voit défilier « ceux qui ne sont rien » – une France en détresse, laissée pour compte et sans diplôme [...]. Quelle est cette justice qui demande à l'avocat d'étudier le dossier sur un coin de table et qui incarne en un quart d'heure ? Qui peut soutenir qu'il est admissible de juger dans de telles conditions ?

AMAURY BOUSQUET, président de l'Observatoire de la justice pénale, « Il faut supprimer les comparutions immédiates », liberation.fr, 5 mars 2020.

À la Une

CONTRE CE SYSTÈME MALADE

Dans la rue et dans les urnes Anticapitalistes !

L'épidémie actuelle de coronavirus accélère une double crise, économique et sociale. Il est plus qu'urgent de mettre en avant un plan d'urgence et de continuer à combattre les politiques antisociales qui vont se développer.

L'épidémie de coronavirus fait disjoncter l'économie mondiale : pétrole, marchés financiers, tout s'effondre. Selon les médias et les experts, la crise économique et financière qui vient serait due à la seule épidémie du coronavirus. C'est tellement facile. Ce n'est pas le coronavirus et son expansion qui constituent la cause de la crise, l'épidémie n'en est qu'un détonateur.

Les vieux remèdes du macronisme

En effet, cela fait plusieurs mois que l'endettement des grandes puissances, des grandes entreprises mais aussi des ménages, augmente très fortement. La production, dans de nombreux pays, a fortement ralenti et la récession est d'actualité. Tous les facteurs de cette nouvelle crise économique et financière sont réunis depuis plusieurs années. Avec en toile de fond un système capitaliste ultra-productiviste qui nous envoie dans le mur. Face à cette situation, Macron endosse le costume de chef de guerre contre le virus et de rassembleur de la nation en ne proposant que des vieilles recettes : aider les banques et les grandes entreprises, parlant même de « solidarité nationale » en leur versant toujours et encore des milliards d'euros. Et le ministre de l'Économie l'a encore réaffirmé : c'est bien « *au côté des chefs d'entreprise* » – et d'eux seuls – qu'il se tient... Oubliant que celles et ceux qui vont subir les conséquences concrètes de cette crise seront celles et ceux du monde du travail, car tout sera fait pour que les capitalistes maintiennent

coûte que coûte leurs bénéfices et taux de profit.

Le virus des destructions sociales

La crise du coronavirus révèle les effets des politiques d'austérité menées depuis des décennies contre les services publics, en particulier contre l'hôpital public, qui risque d'être en grande difficulté face à cette épidémie. On le voit déjà en Italie où le système de santé a été totalement détruit, obligeant aujourd'hui certains médecins à « trier » les malades... En France, la situation de l'hôpital est dénoncée depuis des mois par les mobilisations des personnels. Et la politique de Macron n'a fait qu'aggraver la situation en poursuivant les « économies » sur les dépenses d'assurance maladie, tout particulièrement les dépenses hospitalières, en fermant des services et en refusant de répondre aux revendications des personnels en termes d'ouvertures ou de réouvertures de lits, d'augmentation des effectifs, de hausse des salaires. De plus, les coupes budgétaires des gouvernements successifs,



ces dernières années, contre l'enseignement supérieur et la recherche ont freiné les recherches sur le coronavirus, une des causes actuelles de l'incapacité du système de santé à freiner aujourd'hui cette épidémie. Dans ce contexte, le pouvoir affaibli par les mobilisations contre les retraites a utilisé le 49.3, et veut reprendre la main. Mais il n'arrive pas à faire taire les colères qui vont s'amplifier. Dans la crise qui vient, il va y avoir inévitablement des licenciements massifs, comme ce fut le cas lors de la crise financière de 2008-2009, cela sans oublier qu'à partir du 1^{er} avril, la contre-réforme de l'assurance chômage va précariser encore plus une grande partie des chômeurs.

L'heure est à l'anticapitalisme

L'éclatement probable de la crise économique montre que nous n'avons plus le choix : soit subir de nouvelles attaques, terribles, contre les droits de l'ensemble des classes populaires (rappelons qu'en Grèce, les salaires ont été baissés de 30 % en 2009...), soit réagir, en imposant un rapport de forces à

la hauteur. Nous n'avons pas dit notre dernier mot : les manifestations du 8 mars pour les droits des femmes ont été un véritable succès, et s'annoncent déjà celles des Gilets jaunes et pour la justice climatique ce samedi 14 mars, en solidarité avec les migrantEs et contre le racisme le 21 mars, ainsi que la future journée de grève nationale du mardi 31 mars contre la réforme des retraites. Autant d'occasions d'exprimer nos colères, de continuer à lutter.

Mais, pour gagner, nous avons besoin d'un grand « touTEs ensemble », au même moment, pas secteur par secteur. Une mobilisation de masse, marquée par la grève de masse ; tout arrêter pour imposer des mesures d'urgence sociale : le retrait de la réforme des retraites ; l'embauche d'un million de personnes dans les services publics, à commencer par les hôpitaux ; le maintien total du salaire en cas de chômage partiel ; le partage du temps de travail sans perte de salaire ; la réquisition des banques et l'annulation de la dette publique et des dettes des ménages...

Ces propositions et bien d'autres, nous devons les défendre et les porter au cœur des mobilisations, mais également dans les élections municipales qui ont lieu ce dimanche. Un programme de rupture au niveau local s'appuyant sur la mobilisation de touTEs et répondant aux besoins de notre camp social : gratuité des transports en commun, réquisition des logements vides, etc. Ces prochains jours, dans les urnes comme dans la rue, l'heure est à l'anticapitalisme.

Josephine Simphon

CORONAVIRUS

Macron, chef de guerre ?

Mercredi 26 février, Olivier Véran, nouveau ministre de la Santé, fanfaronnait : « *Il n'y a pas d'épidémie en France, nous faisons toujours face à des cas de patients isolés* ». Le lendemain matin, Macron, lors d'une visite à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière déclarait : « *On a devant nous une crise, une épidémie qui arrive. Cela suppose de s'organiser et de l'affronter au mieux, avec la vie qui continue...* ». Qui croire ?

L'e pouvoir a en réalité opéré un revirement à 180 degrés, avec en toile de fond une nouvelle stratégie : faire endosser à Macron le costume de chef de guerre contre le virus et de rassembleur de la nation dans ce combat. Il espérait ainsi reprendre l'initiative politique en faisant voter à la sauvette la réforme des retraites avec le 49.3. Une semaine plus tard, le chef de l'exécutif est contraint de constater la progression « inexorable » de la maladie.

Du « stade 2 » au « stade 3 »

En passant au « stade 2 » et, demain, au « stade 3 » de la lutte contre l'épidémie, le pouvoir entend renvoyer la responsabilité de l'essentiel du dépistage et des soins vers la médecine de ville. Au nom du fait que 80 % des cas seraient « bénins », l'hôpital ne prendrait en charge que les cas les plus graves. Loin d'être une réponse à la gravité de la situation, ce « choix » est d'abord la conséquence de l'incapacité d'un service public affaibli à faire face à la

crise. Du fait des politiques d'austérité budgétaire, de l'introduction d'un management d'entreprise, du choix de centrer le système de santé sur la médecine libérale de ville, l'hôpital répond désormais difficilement aux situations habituelles et il le fait uniquement par un engagement débouchant aujourd'hui sur l'épuisement de ses professionnels. Mais la médecine libérale de ville, elle aussi en crise, n'est ni équipée ni préparée à remplir cette mission. Elle est dans l'incapacité de faire face à l'énorme

surcroît de travail que représente le dépistage et le traitement des patientEs touchés par le coronavirus. Selon les estimations, 5 millions de personnes vivent dans un « désert médical » où il est très difficile d'accéder rapidement à un généraliste. Avec l'extension de l'épidémie c'est, de fait, toute une partie de la population qui accèdera mal, avec retard, au dépistage et aux soins, en commençant par les secteurs où résident les populations socialement les plus défavorisées (départements ruraux, petites villes et banlieues). Le « plan de lutte » du pouvoir est d'abord un aveu d'impuissance qui se double d'une logique de tri des patientEs et de médecine à deux vitesses.

Militariser la société ou agir avec la population ?

En l'absence de vaccin et, pour l'instant, de traitement efficace, les actions susceptibles de freiner l'épidémie

Un monde à changer

ÉTATS-UNIS: LES MORTS DU DÉSESPOIR. Entre 1959 et 2014, l'espérance de vie des États-UnienEs était à la hausse. Le pays avait tout de même essuyé deux années de recul en 1962 et 1963, du fait d'une grippe particulièrement virulente. L'année 1993 fut également catastrophique, suite notamment à l'épidémie du virus du sida. Néanmoins, ces trois années restèrent exceptionnelles. Depuis 2014 en revanche, l'espérance de vie outre-Atlantique tend à diminuer régulièrement. Quelques causes de décès semblent ressortir plus que les autres, principalement les overdoses d'opiacés, l'obésité, les maladies de foie et le suicide. Selon les chercheurEs, ces causes de décès seraient souvent à rattacher à un phénomène de désespérance sociale. Les prescriptions d'antidouleur sont concomitantes de suicides et d'alcoolisation. Anne Case et le prix Nobel d'économie Angus Deaton, chercheurs à l'université de Princeton, parlent à ce propos de « *morts du désespoir* ». La disparition de nombreux emplois stables et assez correctement payés au cours des dernières décennies a plongé une partie de la classe ouvrière étatsunienne dans cette désespérance. C'est la fin des « blue collars » (cols bleus) qui avaient arraché des salaires corrects dans l'industrie. Une partie du rêve américain s'effondre. Il n'est plus possible

à ceux qui ne détiennent pas de diplômes universitaires d'accéder aux emplois protégeant du chômage et assurant une protection sociale correcte. Le système de santé est coûteux et peu sécurisant. Anne Case et Angus Deaton se sont particulièrement penchés sur le cas des « petits Blancs », qui antérieurement pouvaient faire figure de privilégiés par rapport beaucoup de leurs concitoyens afro-américains. Ils subissent aujourd'hui une profonde détérioration de leurs conditions de vie. La remise en cause de leur statut professionnel et social génère un malaise et bien souvent un désespoir compensé par l'alcool et les opioïdes qui réduisent leur espérance de vie. Dans une étude publiée en 2015, les deux auteurs soulignaient également l'angoisse grandissante par rapport au niveau de retraite: « *Les États-Unis se sont orientés principalement vers des systèmes de pension par capitalisation liés aux aléas des marchés boursiers, tandis qu'en Europe, le régime de retraite à prestations déterminées est encore la norme* ». Ils notaient que l'impact de cette « *insécurité économique* » liée aux montants futurs des retraites pourrait jouer un rôle dans cette inédite augmentation des taux de mortalité. Avec la réforme Macron, un tel avenir pourrait bien s'annoncer pour les travailleurEs français!

8 MARS

Déferlement de la nouvelle vague féministe

Un million de personnes à Santiago du Chili, 60 000 à Paris, 10 000 à Toulouse et à Lyon, des manifestations dans de nombreuses villes... et, le lundi 9 mars, une grève historique au Mexique, notamment en réponse aux féminicides.

« À cause de Macron »

En France, la mobilisation des Gilets jaunes, l'année dernière, et celle contre la réforme des retraites, cette année, ont mis sur le devant de la scène la situation des femmes: précaires, sous-payées, surexploitées, pauvres et en galère, qu'elles soient jeunes ou à l'âge de la retraite. Les revendications d'égalité de salaire et de carrière, mais surtout celle du retrait de la réforme, étaient très présentes dans les manifestations, portées notamment par les militantes syndicales. Les mobilisations sont plus inclusives aussi: femmes voilées, minorisées de genre... chacunE peut trouver sa place dans ce mouvement en construction, avec ses revendications propres et la conscience d'une lutte commune. La solidarité internationale s'exprime d'ailleurs fortement, que ce soit dans les slogans en solidarité avec les femmes de Palestine, du

Le 8 mars 2020 s'est placé dans un contexte global de luttes à l'échelle internationale que ce soit au Chili, en Algérie, en France... Il porte des aspirations économiques et sociales très fortes et l'exigence de mettre fin à toutes les violences sexistes et sexuelles.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Rojava, d'Amérique latine... ou par la reprise des chorégraphies des unes et des autres, notamment « *El violador eres tú* » (« La violeur, c'est toi ») ou « *À cause de Macron* ».

La centralité de la question des violences

Mais c'est surtout la question des violences qui donne un nouveau

souffle aux mobilisations. Le César de Polanski, le départ d'Adèle Haenel et la tribune de Virginie Despentes, ont inspiré nombre de pancartes et slogans: « *On se lève, on se barre, on lutte, on vous emmerde* »... Ce mouvement international contre les violences est jeune, radical, déterminé et puissant. Il remet profondément en

cause l'ordre capitaliste et patriarcal, il fait trembler la société dans son ensemble.

D'ailleurs, le pouvoir ne s'y trompe pas. Que ce soit la répression insupportable des femmes mobilisées au Chili, les féminicides au Mexique ou les gazages et matraquages des manifs de nuit le 7 mars en France, les États sont clairement du côté des oppresseurs, complices et auteurs des violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre. Mais il en faudra davantage pour arrêter la vague féministe qui monte, surtout si elle se lie au mouvement social comme elle semble le faire partout dans le monde. Et nous sommes fortes, parce que le monde ne peut pas tourner sans nous, ni la production marchande ni la reproduction de la force de travail. Si nous arrêtons touEs, plus rien ne fonctionne! Notre arme c'est la grève et nous la construisons avec force et détermination jusqu'à débarrasser le monde de toutes les formes d'exploitation et d'oppression.

Elsa Collonges

Le chiffre 72%

C'est l'augmentation des ventes d'armes françaises à l'étranger, pour la période 2015-2019, en comparaison de la période 2010-2014. Ce qui classe la France au troisième rang mondial des exportateurs d'armes, derrière les États-Unis et la Russie. C'est sans doute cela, « la France porteuse de valeurs universelles » dont se félicite Macron.



Agenda

Vendredi 13 mars, marche pour l'avenir - jeunes pour le climat, Paris. RDV à venir.

Samedi 14 mars, manifestation des Gilets jaunes Acte 70, Paris.

Samedi 14 mars, marche contre les violences policières, Paris. À 13h, à Opéra.

Samedi 14 mars, marche pour le climat, Paris. À 14h, à Bastille. À 17h, prises de parole et concert à République.

Mardi 17 mars, manifestation lycéenne contre les E3C, Paris. À 12h, à Nation.

Judi 19 mars, journée « L'université et la recherche à l'arrêt ». RDV à venir.

Judi 19 et vendredi 20 mars, journées intersyndicales femmes, Saint-Denis.

À l'initiative de la CGT, de la FSU, et de l'Union syndicale Solidaires, journées ouvertes à touTEs les militantEs des 3 organisations. À partir de 9h à la bourse du travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin, métro Porte-de-Paris.

Samedi 21 mars, Marche des solidarités contre le racisme, Paris. Départ à 14h d'Opéra en direction de Stalingrad.

NO COMMENT

Je ne suis pas en exil, je n'ai pas disparu et viens régulièrement à Paris. Je n'ai pas rompu avec cette ville, ni avec la politique française. [...] Je n'exclus rien et ne sais pas de quoi sera fait l'avenir. Je considère qu'à 57 ans je ne suis pas totalement terminé.

MANUEL VALLS, *le Monde*, 6 mars 2020.

impliquent des mesures de restriction de circulation, de confinement, de limitation d'activités (travail, loisir, vie sociale) susceptibles de favoriser la progression du virus. L'exemple du rassemblement évangéliste de Mulhouse, qui a provoqué une brusque diffusion de la maladie, en montre la nécessité. Mais, pour être efficaces, de telles mesures doivent être prises dans une perspective de mobilisation active, de prise en charge par la population elle-même de sa protection. C'est, à leur façon, ce qu'exigent les salariéEs qui au Louvre ou dans les transports, ont fait valoir leur droit de retrait. Si l'avis d'« experts » est indispensable dans la lutte contre le coronavirus, le contrôle de la validité et de l'efficacité des mesures prises et la possibilité d'en débattre ne le sont pas moins. C'est aussi le meilleur moyen d'éviter que la recherche légitime de protection ne se transforme en panique et

quête irrationnelle de boucs émissaire qu'exploitent sans vergogne la droite et l'extrême droite. Telle n'est pas la voie suivie par le pouvoir, pour qui les « premiers de cordée », ceux qui savent, prennent des décisions que le peuple ignorant doit ensuite docilement appliquer, au nom de « l'unité nationale », aboutissant à une forme de militarisation de la société. Le contrôle et la vigilance de la population (avec ses organisations associatives, syndicales...) sont d'autant plus de mise qu'il est indispensable de vérifier si les mesures prises sont justifiées par la lutte contre l'épidémie ou ne relèvent pas d'autres buts moins avouables, comme celui de restreindre les libertés démocratiques, d'empêcher toute forme de contestation et de mobilisation sociale, ou de faire tourner à tout prix la machine économique dans l'intérêt des possédants.

Jean-Claude Delavigne



l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RETRAITES**Des tractations dont il ne faut rien attendre**

Après le 49.3, le gouvernement a concocté un texte de loi présenté comme provisoire en fonction des résultats de la conférence de financement. Il croit avoir toutes les cartes en main, à moins que le mouvement social n'y mette bon ordre.

En toute souveraineté, le gouvernement a choisi de moduler le texte de la loi retraites. Rien ne change sur le fond bien sûr, et les mêmes inconnues essentielles demeurent sur la valeur du point et donc, en définitive, les droits que chacun aura à l'issue de sa carrière professionnelle.

Des aménagements marginaux

Des aménagements concernent les droits familiaux (nombre minimal de points au titre de la maternité, maintien de la pension de réversion pour les conjoints divorcés, etc.) et la retraite progressive (en fin de vie professionnelle). Des assurances (plus ou moins solides) sont accordées à certaines catégories professionnelles : le gouvernement a ainsi ajouté un article afin d'assurer que « la mise en place du système universel de retraite s'accompagne, dans le cadre d'une loi de programmation, de mécanismes permettant de garantir aux personnels enseignants ayant la qualité de fonctionnaire de l'éducation une revalorisation de leur rémunération leur assurant le versement d'une retraite d'un montant équivalent à celle perçue par les fonctionnaires appartenant à des corps comparables de la fonction publique de l'État ». Mais comme dans la première mouture, il n'y a pas de définition de la hauteur de la rémunération ! Et de toute façon, c'est le genre de promesse qui n'engage que ceux qui y croient. Les égoutiers embauchés avant 2022 pourront continuer à prendre leur retraite à 52 ans. Une mesure trop voyante en faveur de la capitalisation a été retirée : on imagine que ce n'est que partie remise.

Berger s'en va-t-en guerre

Sur la pénibilité, la CFDT n'a quasiment rien obtenu en dépit des déclarations martiales de Laurent Berger. Le Medef ne veut pas entendre parler de la possibilité de départs anticipés. Son président a toutefois eu une idée brillante : OK pour des départs anticipés à la retraite « pour des raisons de pénibilité », mais à la condition « que [cette] augmentation soit compensée par moins de départs pour carrières longues ». De quoi piéger un peu plus la CFDT car le dispositif « carrières longues » avait été une des contreparties obtenues par la confédération en échange de son soutien à la réforme Fillon des retraites en 2003. La CFDT s'étant déjà fait piétiner sur ce sujet par Macron, qui a supprimé en 2017 quatre des dix critères de pénibilité reconnus en 2010 (charges lourdes, postures pénibles, vibrations mécaniques et agents chimiques dangereux). « Nous nous battons jusqu'au bout » a déclaré Laurent Berger : sans commentaire.

Donc, le texte adopté va naviguer : aller au Sénat et revenir chez les députés où, probablement, il y aura à nouveau un 49.3.

Une conférence-croupion

Dans l'immédiat, se déroule la « conférence de financement » demandée par la CFDT pour discuter des mesures de rééquilibrage financier du système de retraite en 2019. Rappelons que le déficit en question est issu d'un calcul du Conseil d'orientation des retraites. Calcul très contesté (car ce déficit affiché ne résulte que de décisions arbitraires de l'État) mais fort utile au gouvernement pour faire passer des mesures d'économies avant même que son système par points entre en vigueur. Édouard Philippe a prévenu : pas question de chagriner le Medef et d'augmenter les cotisations patronales. L'enjeu se résume donc à négocier la couleur des chaînes, même pas leur poids. FO et la CGT ont fini par se retirer de cette comédie.

Une réunion de la conférence-croupion se tenait le 10 mars. Les principales propositions qui devaient être débattues concernent d'abord les mesures d'âge : allongement plus rapide de la durée nécessaire de cotisations ou âge pivot. Dans les deux cas, c'est une baisse des retraites. Ce pourrait être mixé avec des grappillages financiers à droite et à gauche.

Au total, rien qui puisse chagriner le gouvernement qui compte bien que tout chemine sans embuche jusqu'au vote définitif avant l'été. À moins que... **Henri Wilno**

13 ET 14 MARS 2020

Marches pour la justice sociale et climatique

Les 13 et 14 mars seront de nouvelles journées de la mobilisation internationale pour le climat.

Le vendredi 13, le mouvement Youth For Climate, qui avait initié la première grève mondiale pour le climat en mars 2019, appelle collégiens, lycéens et étudiantEs à participer aux Marches pour l'avenir. Les jeunes interpellent aussi les professeurs et personnels des établissements. Pour le lendemain, samedi 14, des Marches pour le Climat se préparent dans plus de 80 villes. Elles sont appelées par les mouvements citoyens, Alternatiba, etc., et aussi, fait plus inhabituel, par un texte commun intitulé « Le 14 mars, nous marcherons ensemble pour faire entendre nos déterminations communes », signé par Attac, la CGT, la Confédération paysanne, la FSU, Greenpeace, les Amis de la Terre, Oxfam, l'Union syndicale Solidaires.

Évolutions

Les signatures, côte à côte, de la CGT et de Greenpeace, marquent une double évolution intéressante. Ce texte affirme la nécessité « d'affronter ensemble les crises sociales et écologiques », la conviction que « la résolution de ces crises réside dans une profonde remise en cause



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

du système politique et économique actuel », la volonté de « collectivement exiger du gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et les inégalités sociales ». En affirmant que « les travailleuses et travailleurs et leurs organisations doivent pouvoir participer et décider au sein du processus de reconversion [et que] le développement de services publics de qualité et de proximité et la création de millions d'emplois sont également nécessaires à la transition écologique et sociale », il peut être un point d'appui pour que la mobilisation pour le climat devienne aussi une priorité pour les militantEs dans les entreprises.

Convergences

Il y a aussi un « appel national unitaire, des syndicalistes, des Gilets jaunes, des intellectuels, des collectifs, des militants, à monter tous à Paris le 14 mars 2020 ». « Montrons que nous sommes capables de surmonter nos désaccords pour n'être qu'un seul bloc contre les BlackRock et autres sociétés d'investissement ou de gestion d'actifs auxquels ils confient nos avens », dit à juste titre cet appel. Les BlackRock, fonds de pension, banques ou assurances sont directement responsables de la course productiviste au profit, de l'exploitation des énergies fossiles et de la déforestation, causes du dérèglement climatique. La réduction du temps de travail

comme le droit à la retraite à 60 ans maximum sont des revendications à la fois sociales et écologiques, pour travailler et produire moins, et pour partager plus. Le 14 mars est une belle occasion pour que la convergence des luttes ne soit pas un vain mot.

Municipales

Les marches se tiendront, de plus, la veille des élections municipales. Et toutes les listes jouent à qui sera le plus vert ! On ne compte plus les promesses de plantations d'arbres et de végétalisations, les déclarations d'amour aux mobilités douces... Mais plus rares sont les engagements réels et concrets contre les projets climaticides d'autoroutes, de centres commerciaux, de méga-stades ou de parcs de loisirs... qui menacent terres agricoles, biodiversité et ressources en eau. Aucune lutte conséquente contre la pollution et le changement climatique ne peut faire l'impasse sur la responsabilité de la voiture individuelle. Le développement des transports publics gratuits afin de rendre bus, métro et tramways accessibles à touTEs, pratiques et confortables, est une réponse à la fois écologiquement efficace et socialement juste. Il doit s'accompagner d'une transformation de l'espace urbain pour rendre le vélo, la marche à pied plus sûrs et plus agréables. La publicité envahit l'espace public et consomme de l'énergie pour inciter à consommer toujours plus, souvent à coups de messages sexistes. À quand des arrêtés municipaux d'interdiction ?

Locales, nationales et mondiales, sociales ou écologiques, nos exigences et nos luttes se conjuguent et se renforcent : faisons-les entendre ensemble les 13 et 14 mars.

Commission nationale écologie

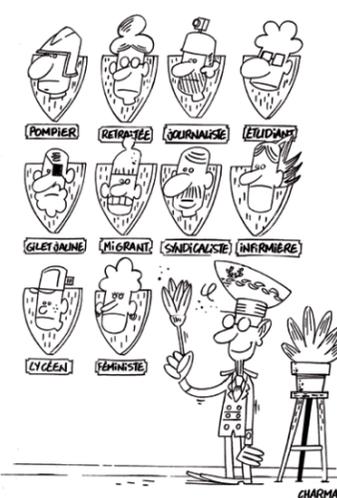
RÉPRESSION 14-15 mars : riposte contre les violences policières et l'autoritarisme

Le 7 mars à Paris, la manifestation féministe de nuit a été durement réprimée par la police. En d'autres termes : des femmes manifestant contre les violences ont été victimes de violences policières. Tout un symbole, et des images qui ont fait le tour des réseaux sociaux et suscité une légitime indignation. Mais le pouvoir reste droit dans les bottes, à l'instar de Marlène Schiappa, secrétaire d'État à l'Égalité femmes-hommes, qui a cru bon de justifier ces violences : « Le tracé de la manifestation n'aurait pas été respecté. » Autrement dit : « Elles l'ont bien cherché ».

La répression de la manifestation nocturne du 7 mars s'inscrit dans la continuité des atteintes violentes au droit de manifester, devenues la norme en Macronie. Faute de place, on ne pourra pas faire ici la liste des manifestations qui ont été le théâtre de violentes charges policières, gazages, tirs de LBD, nasages... avec leur lot de blessés, de mutilés, d'interpellés. Face à Macron, Castaner et compagnie, la liberté de manifester n'est déjà plus un droit à défendre, mais à reconquérir.

« Déchaînement furieux de la force publique »

La police frappe, la police blesse, la police tue. Les habitantEs des quartiers populaires le savent, confrontés depuis bien longtemps aux agissements de flics sans foi ni loi, couverts par leur hiérarchie, jamais condamnés par les tribunaux. C'est ce que souligne l'appel « Laissez-nous respirer », initié par des collectifs de familles de victimes



de violences policières : « Ces brutalités permanentes étaient auparavant "réservées" aux habitants des quartiers populaires, comme le Mouvement de l'immigration et des banlieues le dénonçait il y a plus de vingt ans. Aujourd'hui, elles débordent dans les centres-villes. Et tous les témoins du déchaînement

furieux de la force publique contre les mouvements sociaux peuvent désormais comprendre la violence d'État qui nous est imposée. »

Ces collectifs appellent à une grande mobilisation contre les violences policières, samedi 14 mars. Ils revendiquent notamment « l'interdiction totale de l'usage par les forces de l'ordre de toutes les techniques d'immobilisation susceptibles d'entraver les voies respiratoires, l'interdiction totale des armes de guerre en maintien de l'ordre (LBD, grenades GMD, GM2L et similaires), la création d'un organe public indépendant de la police et de la gendarmerie pour enquêter sur les plaintes déposées contre les agents des forces de l'ordre », et invitent l'ensemble de la gauche sociale et politique à se joindre à la mobilisation.

Le lendemain, dimanche 15 mars, à l'appel de 363 militantEs, artistes, chercheurEs, avocatEs, etc., se tiendra à Paris une « assemblée de riposte aux violences d'État » : « La prise de conscience s'est aiguisée

dans des proportions considérables. On peut regretter qu'elle n'ait pas surgi bien avant, ou que nous n'ayons pas toujours lutté ensemble. Mais c'est le moment. En une année, la violence d'État a atteint une telle intensité que nous ne pouvons pas en rester aux constats, ni à l'égrenage des témoignages, ni même à l'analyse d'une situation. Il est urgent de passer à l'offensive collective. »

Des initiatives salutaires, auxquelles le NPA apporte évidemment tout son soutien. L'heure n'est plus aux atermoiements, mais bien à la construction d'une riposte unitaire et déterminée, associant l'ensemble des victimes des violences policières. Il en va de la sauvegarde et de la reconquête des libertés démocratiques les plus élémentaires, à l'heure où une nouvelle crise économique mondiale semble s'approcher, qui sera inmanquablement accompagnée d'une volonté des gouvernants de franchir un cran supplémentaire dans l'autoritarisme. **J.S.**

Pourquoi Biden gagne-t-il ? Tout d'abord, après la victoire de Joe Biden en Caroline du Nord, les autres modérés – Pete Buttigieg et Amy Klobuchar – ont abandonné. Puis ils ont déclaré leur soutien à Biden, comme l'avait fait auparavant Beto O'Rourke. Ils ont tous les trois participé, avec Biden, à un grand rassemblement à Houston, Texas, avec une importante couverture médiatique qui a sans aucun doute influencé les votants dans cet État et ailleurs. Le lendemain, Michael Bloomberg, qui avait dépensé des millions et obtenu très peu de délégués, a lui aussi abandonné et déclaré son soutien à Biden.

L'establishment à la manœuvre

Il n'y a rien de surprenant dans le fait que l'establishment démocrate se coalise derrière un candidat modéré, a fortiori lorsque, comme dans le cas de Buttigieg, les encouragements viennent de Barack Obama. On ne doute pas que Klobuchar, Buttigieg et O'Rourke se sont vu promettre, ou espèrent, une récompense politique, peut-être une place au gouvernement, ou d'autres postes à responsabilité. Nous savions que l'establishment était puissant – les banques, les grandes entreprises, les médias dominants, la classe politique – et désormais nous le voyons en action.

Le soutien pour Sanders a, en outre, été sans aucun doute quelque peu exagéré, en raison des rassemblements de soutien, très fréquentés et galvanisants, et aussi de l'importante somme d'argent qu'il a réussi à lever – alors que l'essentiel de cet argent vient d'environ 5 millions de donateurs, alors qu'il devrait y avoir 140 millions de votants [lors de la présidentielle]. Ces éléments ont été de bons indicateurs de la ferveur des supporters de Bernie, mais pas

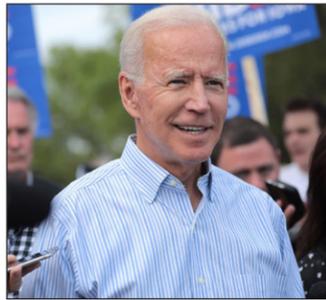
ÉTATS-UNIS Pourquoi Biden a-t-il gagné le « Super Tuesday » ?

Retour sur la primaire démocrate, quelques jours après le « Super Tuesday ».

de la profondeur et de l'ampleur de la campagne. Sanders s'est avéré être plus faible que ce que beaucoup de ses soutiens pensaient. Sa stratégie fondamentale a échoué : les jeunes votants et les autres nouveaux votants ne sont pas allés voter en nombre suffisant pour modifier le rapport de forces et lui permettre de gagner. En réalité, beaucoup de jeunes, comme Sanders l'a lui-même reconnu, ne sont même pas allés voter. Et dans les endroits où la participation a augmenté, comme en Virginie et au Texas, la majorité des nouveaux votants étaient des modérés qui ont choisi Biden.

Le vote noir

Il y a en outre, bien évidemment, le vote noir. La plupart des Noirs ne se définissent pas comme des libéraux. Il n'y a donc rien de surprenant au fait que, si Sanders a eu le soutien des jeunes électeurs afro-américains, la majorité des électeurs noirs – entre 60 et 70% – ont voté pour Biden en Virginie, en Caroline du Nord, en Alabama et au Tennessee. Sanders a eu du succès auprès des Latinos dans les États de l'ouest, qui a contribué à ses victoires dans le Nevada, au Colorado et en Californie, mais cela n'a pas suffi compenser le vote noir. Les électeurs noirs ont voté Biden car il a été le vice-président du premier président noir, Barack Obama. Et aussi, de façon plus importante, parce que l'establishment du Parti



WIKIMEDIA COMMONS

démocrate a travaillé depuis des décennies à convaincre les électeurs noirs que leur destin dépendait du parti. Bernie Sanders ne pouvait pas défaire les liens politiques forts établis depuis des décennies entre l'establishment et les politiciens et prédicateurs noirs, une relation qui a maintenu la communauté noire dans une situation de subordination et de dépendance.

Après des siècles de violence et d'abandon, d'exploitation et d'oppression, les électeurs noirs ont ressenti une immense fierté lors de l'élection de Barack Obama. Et aucun politicien démocrate, y compris Sanders, n'a osé dire la vérité – comme l'ont fait des intellectuels noirs comme William A. Darity Jr., Adolph Reed et Cornel West – à savoir qu'Obama avait abandonné la communauté noire. Personne n'a non plus dit tout haut que le vice-président Biden n'était rien d'autre qu'un sous-fifre souriant et insignifiant, alors que

tous les Noirs en sont évidemment convaincus. Malgré tout, face à Trump, les Afro-Américains, n'ayant personne vers qui se tourner, se rallient à Biden et à l'establishment du Parti démocrate pour qu'ils les défendent, même si cela fait des décennies qu'ils ont échoué à le faire. En conséquence, et malheureusement, les Noirs (au moins la majorité qui soutient Biden), qui ont été si souvent l'avant-garde des luttes sociales, ont adopté une position pragmatique qui fait d'eux une force conservatrice dans la primaire.

Lutte de classe

La raison la plus importante pour laquelle Biden est en train de gagner est que, alors que la campagne de Sanders a certaines des qualités d'un mouvement social, la lutte de classe n'est pas à un niveau suffisant pour propulser Sanders à la présidence et certains de ses semblables au Congrès. Un authentique mouvement politique de gauche a besoin d'un sentiment profond de crise dans la société et un désir puissant de changement qui s'exprimerait dans un conflit social. Les votes pour Biden, Buttigieg et Klobuchar indiquent qu'une majorité d'Américains ne pensent pas que nous soyons confrontés à une telle crise – ou ne voient la crise que dans la présidence de Trump – et qu'ils ne désirent pas de changement structurel véritable.

Dan Labotz, traduction J.S.

GRÈCE Les réfugiés otages des fauteurs de guerre et des nationalismes

Les événements en cours aux frontières gréco-turques sont très inquiétants. Suite à la fermeture des frontières décrétée par le Premier ministre grec Mitsotakis, applaudi par l'Union européenne, ceux qui tentent le passage en Grèce sont violemment repoussés (au moins un mort, peut-être suite à un tir grec, et un enfant noyé sous les yeux des garde-côtes).

Parallèlement, des mesures extrémistes sont prises contre les réfugiés : suspension pour un mois des procédures d'examen du droit à l'asile, décision de renvoyer dans le « pays de provenance » tous les migrants arrivés ces derniers jours et sans titre de réfugié, avec construction de deux camps spécifiques près d'aéroports. Ce dimanche, annonce de l'arrêt du versement d'une aide financière aux réfugiés, et le projet de centres fermés sur des îles désertes à vu le jour... Si l'armée et la police sont en action pour « défendre les frontières » face à ce que des ministres d'extrême droite nomment « l'invasion des immigrants clandestins », le climat nationaliste et raciste a aussi permis que s'organisent des patrouilles de pseudo garde-frontières sur les îles et le long du fleuve Evros, épaulés par des nerfs fascistes grecs et étrangers frappant migrants et personnes solidaires, ou incendiant des lieux pour réfugiés. Des nazis allemands revendiquant les massacres d'Hitler contre la population grecque sont protégés par la police contre les antifascistes. Résultat du climat d'hystérie nationaliste encouragé par les médias dominants, deux sondages indiquent que 90%



DR

des Grecs approuvent la ligne dure du gouvernement.

Climat malsain et contradictions à droite

On connaît les deux causes de cette flambée, sur fond d'Europe fortresse : la décision machiavélique d'Erdogan de suspendre l'infâme traité de 2016 avec l'UE visant à enfermer 3 à 4 millions de réfugiés en Turquie, et l'exaspération des réfugiés enfermés dans des camps surpeuplés et insalubres de quelques îles grecques (plus de 20 000 à Moria-Lesbos, pour 3 000 places) ainsi que des habitants de ces îles où le gouvernement souhaite maintenir ces réfugiés, avec comme projet des camps fermés

en pleine île, plutôt que laisser les réfugiés rejoindre le continent. Ces derniers mois, la colère insulaire est montée, avec des exigences de transferts vers le continent et le refus des camps fermés. Une situation confuse en a résulté, propice à des infiltrations fascistes avec attaques de réfugiés et d'ONG. Mais on voit aussi des tentatives de revendications communes aux insulaires et aux réfugiés. D'où des contradictions à droite, le président de la région s'opposant au gouvernement qui a envoyé les CRS à Lesbos matraquer tout le monde... et se faire repousser. Dans cette situation très tendue, la gauche débat de la nécessité d'aller ou pas aux rassemblements

insulaires : une bonne partie pense que oui, justement pour lutter contre le racisme impulsé par des fascistes minoritaires sur une île aux traditions démocratiques comme Lesbos.

Riposte antiraciste européenne !

L'actuel climat nauséabond commence à faire réagir : même à droite, certains s'inquiètent de voir Mitsotakis laisser agir les fascistes locaux et européens ainsi que les milices (dimanche, un de ces guignols aurait tiré sur un policier pris pour un migrant !). Un appel de 66 ONG est paru, dénonçant les mesures illégales, exigeant le respect des droits des réfugiés, la protection des personnes solidaires et la libre installation en Europe. Et, alors que la direction de Syriza demande le retour à l'accord de 2016, la gauche anticapitaliste a lancé un début de riposte nationale, avec jeudi une grosse manifestation à Athènes (pas loin de 10 000), et des défilés dans huit autres villes du pays, avec un appel de la jeunesse de Syriza à se mobiliser. L'exigence capitale, c'est celle de l'ouverture immédiate des frontières européennes, qui doit être un objectif prioritaire pour toute la gauche européenne. Et qui pourrait se traduire, pour les municipales en France, par la revendication « Installation immédiate de réfugiés dans la commune » ?

À Athènes, A. Sartzekis

IRAN

Élections législatives : la fin des faux semblants

Article publié dans Weekly Worker en date du 29 février 2020, traduction À l'Encontre.

Habituellement, lorsque les dictatures sont confrontées à une crise, elles abandonnent toute prétention à la « démocratie ». D'où la décision du Conseil des Gardiens de la révolution d'interdire à la majorité des députés « réformistes », ainsi qu'aux délégués et candidats conservateurs qui avaient osé critiquer le Guide suprême (même en de rares occasions), de participer aux élections du 21 février 2020. Au total, quelque 7 000 candidats ont été interdits.

Forte abstention

Cela marque la fin de toute idée selon laquelle la République islamique d'Iran est différente des dictatures dirigées par un seul dirigeant. Elle marque également la fin de l'ère de la compétition interislamique entre les « réformistes » et les « conservateurs » – une période qui remonte à l'élection du premier président « réformiste », l'ayatollah Mohammad Khatami, en août 1997.

Il n'est pas surprenant que le taux de participation de vendredi dernier (21 février) ait été très faible. Le gouvernement affirme que 42% des Iraniens ayant le droit de vote



WIKIMEDIA COMMONS

l'ont fait, mais le Guide suprême Ali Khamenei a rejeté la faute sur les médias étrangers pour toute leur propagande négative sur les « maladies et les virus » – une référence aux rumeurs sur la propagation du coronavirus dans le pays au cours des deux semaines précédant les élections.

Cependant, même le chiffre de 42% est contesté par beaucoup à l'intérieur du pays. Par exemple, le taux de participation officiel à Téhéran, où les conservateurs fidèles à Khamenei ont remporté les 30 sièges, n'est que de 25,4%.

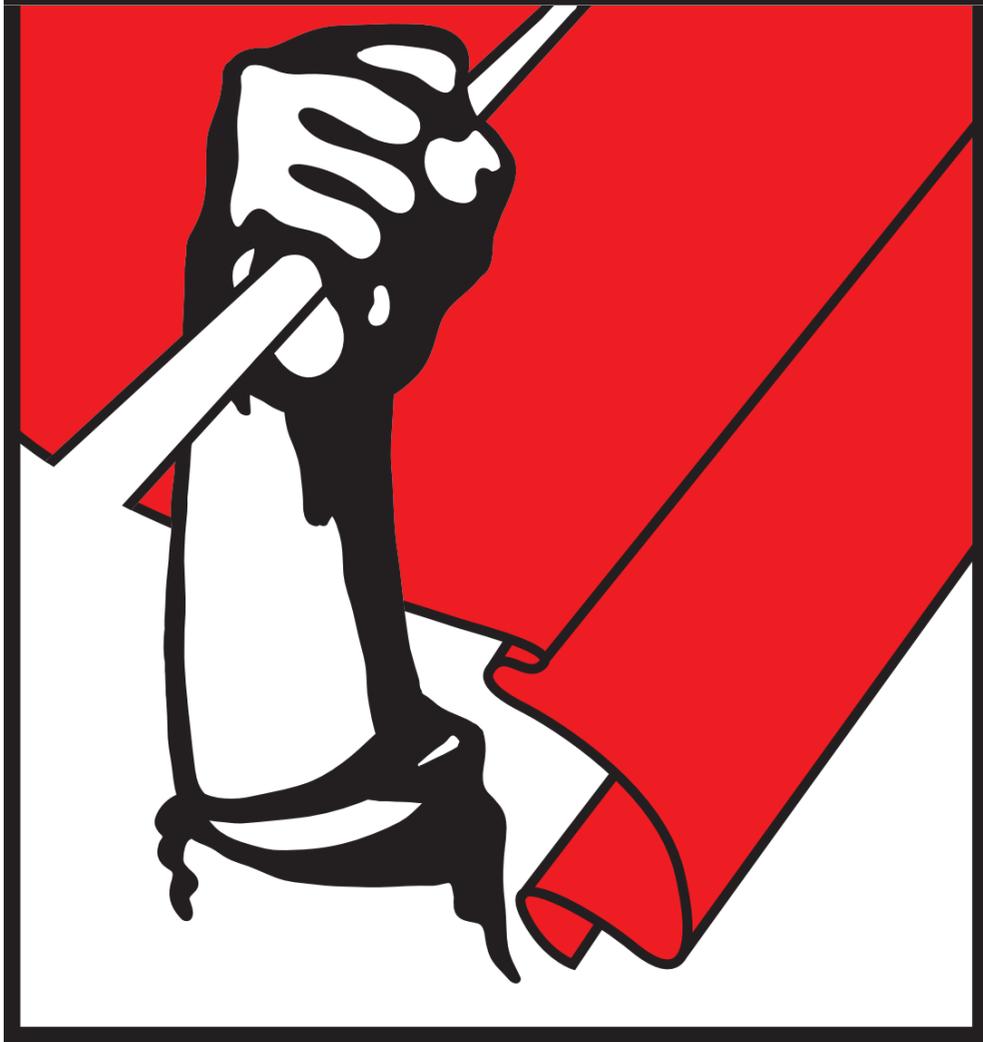
Dans d'autres circonscriptions du pays, les conservateurs ont obtenu des gains importants et le Parlement iranien aura probablement des divergences avec le président actuel, Hassan Rohani, et son ministre des Affaires étrangères, Javad Zarif.

Les spéculations sont nombreuses sur les raisons pour lesquelles le Guide suprême [Ali Khamenei] a décidé de se tourner vers un parlement complètement conservateur. Certains affirment que, suite aux manifestations nationales qui ont suivi l'assassinat du général Qassem Soleimani le 3 janvier 2020, il est arrivé à la conclusion qu'il n'avait plus besoin de tolérer les « réformistes » – en temps de crise, est nécessaire un parlement qui soit pleinement conforme à ses souhaits.

Faire face à Trump

Mais on peut douter que cela ait été un facteur important. Il est clair que le régime iranien pense désormais que Donald Trump sera probablement au pouvoir pendant encore cinq ans et qu'il continuera à exercer une pression maximale, que ce soit sous la forme de sanctions économiques, de soutien aux groupes favorables au « changement de régime » ou sous celle d'une menace ponctuelle d'action militaire. Dans ces circonstances, le Guide suprême et ses alliés estiment qu'un gouvernement de type militaire sera mieux à même de faire face aux menaces extérieures. En dépit de rumeurs régulières, Hassan Rohani ne démissionne pas encore. Cependant, il est clair que ni lui ni son ministre des Affaires étrangères ne pourront soulever la question des négociations avec l'Union européenne ou les États-Unis avec un parlement dominé par les conservateurs. Bien sûr, il faut se rappeler que le groupe conservateur à ses propres divisions et, maintenant que les « réformistes » ne sont plus une force avec laquelle il faut compter, on entendra davantage parler des différences dans leurs propres rangs. Certains conservateurs ont critiqué Ali Khamenei pour ses déclarations publiques contre la bombe nucléaire, par exemple. Bien qu'ils ne défient pas ouvertement le chef suprême, ils sont d'avis que l'Iran aurait dû développer une bombe nucléaire comme moyen de dissuasion contre d'éventuelles attaques américaines. Yasmine Mather

ÉLECTIONS MUNICIPALES: VOTONS ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE



À QUI PROFITENT LES ÉLECTIONS MUNICIPALES?

Les 15 et 22 mars, il y a fort à parier que le verdict des urnes va être sévère pour le pouvoir en place. Le gouvernement fait feu de tout bois pour échapper à la sanction, les candidatEs cachant bien mal leur appartenance au parti présidentiel. Mais rien ne semble y faire : la claque s'annonce magistrale.

LREM peut certes garder quelques espoirs ici ou là, à Lyon (avec Gérard Collomb, encore que...), à Strasbourg (avec une candidature issue du PS...) ou à Toulouse (avec Jean-Luc Moudenc, un maire sortant LR soutenu par LREM)... Mais ces quelques villes ne sauraient effacer les échecs annoncés, plus ou moins importants, dans l'essentiel des grandes villes. C'est le cas de Lille, Nantes, Montpellier, Bordeaux et, bien entendu, de Paris où les candidatures LREM sont en (très) grande difficulté. De plus, le parti présidentiel n'a pas de candidat officiellement investi dans la très grande majorité des communes, un tiers des candidatures présentées doit faire face à des dissidences, cela sans parler des candidatures issues de la macronie plus ou moins mal dissimulées derrière des affiches ou professions de foi anonymes. Tout cela est bien entendu lié au contexte national de rejet profond de la politique du gouvernement – ce que montrent

aussi les démissions en série de députéEs – mais aussi à un manque d'implantation et de relais locaux.

La droite LREM contre la droite LR, tout contre...

Dans ce cadre, la droite et l'extrême droite entendent tirer profit à la fois des positions prises par Macron qui a labouré le terrain antisocial depuis son arrivée au pouvoir et – paradoxalement – du rejet qui va s'exprimer dans les urnes contre la personne Macron, son mépris et sa gouvernance autoritaire. Au vu de sa position marginale dans les institutions locales, le RN ne peut nourrir de grandes ambitions (lire ci-contre), si ce n'est celle de transformer Perpignan (122000 habitantEs) en dangereux laboratoire pour ses mesures racistes et ultra-sécuritaires. La droite veut conforter ses places fortes (Toulouse, Marseille, Bordeaux...) et entend même battre en brèche l'influence du macronisme à droite : ainsi, dans la capitale, la percée de Dati oblige même la macroniste Buzyn à lui

proposer de faire alliance dans l'entre-deux-tours. Il faut dire que le champ est d'autant plus libre à droite que la gauche institutionnelle, PS en tête, ne s'est toujours pas remise des cinq années de Hollandisme (lire ci-contre). Le PS a perdu l'hégémonie et la capacité à rassembler autour de lui. En panne de stratégie, les Insoumis sont moins sûrs d'eux après la claque prise lors des élections européennes de mai dernier, et cherchent à s'effacer derrière des « listes citoyennes » ou de rassemblement de gauche à géométrie souvent variable suivant les villes. Les écologistes d'EÉLV jouent leur carte personnelle, partagés sur le fond entre rassemblement à gauche et main tendue au macronisme. Bref, ce n'est donc pas du côté de cette gauche qu'il faut chercher une traduction politique des colères et de la radicalité exprimés depuis un an et demi par notre camp social. L'existence d'un vote de rupture anticapitaliste ce dimanche n'en sera que plus important. **Manu Bichindaritz**

RASSEMBLEMENT NATIONAL : MAUVAISE PASSE AUX MUNICIPALES ?

En 2020, le Rassemblement national semble, à première vue, en meilleure posture qu'en 2014 avec un « matelas » de 1 500 conseillers municipaux (malgré près d'un tiers de départs) et un rayonnement depuis les mairies conquises en 2014 vers les villes voisines (bassin minier du Pas-de-Calais, autour de Béziers, dans le Vaucluse).

Le RN dispose désormais d'un « millefeuilles » d'élus dans certains territoires : mairies, conseillers départementaux, députés ou sénateurs, etc. Mais ce constat est à nuancer depuis les révélations des problèmes d'argent du RN et surtout de l'amateurisme de l'encadrement du parti : listes montées à la dernière minute (Amiens), nombreux renoncements en cours de route (Belfort, Limoges), têtes de liste inconnues ou parachutées (Calais, Lens). L'argument de « la qualité plutôt que la quantité » sert surtout à cacher l'incompétence et le manque de travail. Le summum est atteint dans l'Essonne (91), où il n'y aura qu'une seule liste RN contre 15 en 2014. Le RN a toujours d'énormes difficultés à s'implanter dans la durée et à trouver des candidats sans casserolles : même à Paris, Serge Federbusch en était fin janvier à rechercher des colistiers par YouTube... Avec environ 400 listes déposées, le RN est absent de bastions électoraux (Pays de Montbéliard, Amnéville, Brignoles), de 15 départements entiers (Landes, Corse, Loiret) et de la moitié des chefs-lieux de département du pays.

À l'extrême droite aussi, l'union est un combat

Des accords locaux ont été passés avec le Centre national des indépendants et paysans (CNIP, à Avignon) ou le Parti chrétien démocrate (Saint-Étienne, Lyon) où l'accord a d'abord été désavoué par la direction nationale du RN) et très rarement avec Debout la France (Elbeuf, Arras), mais il n'y a eu aucun accord national. Ces partis se retrouvent donc parfois aussi sur des listes concurrentes du RN (Tarascon, Toulouse). Il n'y a eu aucun accord avec la Ligue du Sud : il y a même une liste RN à Orange contre Bompard (menée par

son ancien directeur de cabinet). À noter aussi des débauchages à droite, essentiellement dans le sud-est (Lunel, Frontignan, Bagnols-sur-Cèze, Sète) et du côté de la Gironde (Saint-André-de-Cubzac), mais assez limités en effectifs (aucun maire LR sortant) et presque toujours sanctionnés par les exclusions des LR de leur parti. Possible qu'il y ait eu aussi des accords secrets avec la droite dans certaines villes... Enfin, on trouve des candidats RN issus du syndicat étudiant la Cocarde (Saint-Raphaël, Valenciennes) ou des Identitaires (Vardon à Nice, Antoine Baudino à Berre-l'Étang). Autre cas de figure : des élus sortants RN se présentant en dissidents (Limoges, Tarascon, Calais) ou encore Florian Philippot à Forbach.

Le Parti de la France présente quelques candidats (Taverny, Ronchamp) ainsi que les Patriotes à Forbach, Roubaix, Dieppe et Grenoble. Marginalement, l'UPR présentera pour la première fois une vingtaine de listes aux municipales (Bordeaux, Nantes, Cannes, Montreuil). L'orientation autour du « localisme », lancée par opportunisme pour les européennes, après la mobilisation Gilets jaunes, a du mal à se concrétiser. Globalement, les propositions des listes sont fortement marquées par une orientation bien ancrée à droite, autour de la propreté, la sécurité et la baisse de la fiscalité. C'est finalement faire l'alliance des droites localement, souvent du label « droite populaire » de Mariani, sans en faire une ligne nationale.

De nouvelles mairies ?

Le risque est important de voir être réélus les maires RN (sauf peut-être à Mantes-la-Ville où ils n'avaient que 61 voix d'avance en quadrangulaire, et à Hayange, gagnée aussi en quadrangulaire) et s'y ajouter de nouvelles mairies,

notamment dans le bassin minier, où se trouvent la grande majorité des communes où le RN a fait plus de 50% aux européennes, mais aussi dans le sud-est (Vaucluse, Gard). Les analyses laissent à penser que c'est une dizaine de nouvelles mairies qui pourraient basculer dans les mains du RN dont Perpignan (il ne manquait que 5% à Louis Aliot en 2014), Carpentras, Saint-Gilles, Denain ou Bruay-La-Buissière. Les réélections et les victoires du RN dans des villes très populaires doivent nous interroger.

La perspective de la présidentielle

Le projet RN est de notabiliser ses élus en évitant les scandales pour gagner en crédibilité. Gagner des mairies lui permet aussi de créer un « écosystème » militant : collaborateurs d'élus, embauche de militants, subventions d'associations amies, combat culturel sur le modèle des municipalités communistes. Les cadres territoriaux embauchés se transformeront plus tard en candidats dans une mairie voisine ou à une autre élection. En outre, les mairies RN peuvent ainsi alimenter les petites entreprises des activistes identitaires, dont l'influence n'est pas négligeable chez les jeunes militants du RN. C'est tout cet ensemble que le RN tente de faire fructifier, avec la présidentielle en ligne de mire. Si les résultats auront un sens national, c'est surtout localement qu'il faudra analyser les progressions et les reflux.

À nous de trouver les grains de sable pour enrayer la machine de RN. C'est l'occasion de réfléchir collectivement aux initiatives unitaires à prendre, d'une part pour s'opposer aux campagnes aujourd'hui du RN, puis demain pour le faire définitivement reculer, lui et ses idées.

Commission nationale antifasciste

FLICAGE, LOGEMENT, FÉMINISME, DÉM

Nous avons que les élections ne changent pas la vie, et que les vrais changements sociaux ne pourront être apportés que par des mobilisations de masse. Ce qui ne nous empêche pas de défendre, ici et maintenant, un certain nombre de mesures d'urgence, portées par les différentes listes menées ou soutenues par le NPA. Florilège non exhaustif...

Contre les politiques sécuritaires (Toulouse anticapitaliste)

– En finir avec l'escalade policière sans fin et l'armement de la police municipale

Nous défendons le désarmement de la police dans les quartiers populaires et dans nos manifestations tout comme la dissolution de la BAC (Brigade anti-criminalité). À Toulouse, il faut désarmer la police municipale. Le nombre croissant d'armes, dont des armes de guerre, loin de pacifier la société généralise la violence et encourage les bavures policières. Des pays comme le Royaume-Uni n'ont pas plus de problèmes que nous alors que la police qui est au contact de la population n'est pas armée.

– En finir avec les contrôles au faciès et le racisme institutionnel

Formation systématique des personnels municipaux sur ces thématiques.

Mise en place d'un service d'accueil municipal pour l'aide aux victimes (assistance juridique, psychologues...).

– En finir avec la vidéosurveillance

La vidéosurveillance a partout fait la preuve de son impuissance : elle n'aide quasiment jamais à la résolution des cas d'agression ou de « délinquance », sans commune mesure avec ses coûts exorbitants. Plutôt que d'empêcher les agressions, les caméras les déplacent. Elles jouent par contre un rôle central dans les politiques de contrôle de la population.

Inefficace, couteux pour la collectivité et dangereux pour les libertés publiques, nous défendons le démantèlement du réseau de caméras de vidéosurveillance.

Plafonnement des loyers et réquisition des logements vides (Ivry anticapitaliste et révolutionnaire)

À Ivry Port, d'immenses terrains de la ZAC sont réservés à des bureaux qui ne trouvent pas preneur. La mairie va payer des fortunes en pénalités bancaires. Ceux qui ont participé aux majorités municipales précédentes peuvent bien promettre un « renouveau de la ville » sur les quais, plein d'espaces verts et de trottoirs lisses. La vérité, c'est qu'au prix du mètre

LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE À LA PEINE

Depuis les années 2000, l'affaiblissement des différents partis de la gauche institutionnelle leur impose de trouver des cadres d'alliance qui fluctuent en fonction des rapports de forces locaux. Les échéances de 2014, sous le gouvernement de Hollande, avaient poussé le PCF et le Parti de gauche, regroupés dans le Front de Gauche (avec la présidentielle de 2017 en ligne de mire), à se positionner, au premier tour, en indépendance du PS. Cette stratégie de premier tour préparait le ralliement ou l'alliance de second tour pour préserver un maximum d'élus au PCF.

Depuis la présidentielle, on a vu l'éclatement du Front de gauche, hégémonisé par la dynamique de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Mais l'échéance des européennes 2019 a été un coup de massue pour la perspective de «révolution par les urnes» de La France insoumise, qui n'a récolté que 6,3%, tandis que le PCF rassemblait 2,5% sur sa candidature propre. Dans le même temps la galaxie issue du PS, incapable d'aller aux élections sous ses couleurs (Place publique, Génération.s, Nouvelle Donne...) continuait d'être sanctionnée pour sa politique d'austérité. Enfin EÉLV se gargarisait de ses 13% sur une ligne ni de droite ni de gauche, pour un capitalisme vert.

Du côté du PCF

Autant dire qu'aucune stratégie d'alliance ne s'imposait pour des partis dont la visée est de gagner et/ou préserver un maximum d'élus, gage de leur crédibilité de gestionnaires. Pour le PCF, ce qui se joue dans les semaines à venir, c'est sa capacité à maintenir un appareil qui existe grâce au travail de dizaines de milliers de militantEs, mais qui vit (financièrement parlant) grâce à ses milliers d'élus. C'est aussi sa capacité politique à peser dans l'échéance centrale de la présidentielle : avec plus de 600 maires, le PCF peut, encore, adouber une candidature à la présidentielle. Enfin, sauver le maximum de conseillers municipaux, c'est également préparer les élections indirectes (et opaques pour la population) qui détermineront l'existence d'un groupe communiste au Sénat. Le problème du bilan et des perspectives sur lequel bute le PCF est partiellement résumé par Pierre Lacaze et Yann Le Pollotec, membres de la direction du parti, qui écrivaient en

septembre dernier « Nous sommes devant un effet ciseaux : d'un côté l'aggravation de la situation économique des gens, des transitions démographiques et écologiques qui appellent plus de dépenses sociales et plus de services publics et, dans le même temps, des recettes fiscales communales en fort recul, des pertes de compétences et le désengagement de l'État. » Du coup, les maires PCF sont attaqués sur leur bilan, et les marges de manœuvre de promesses électorales sont extrêmement réduites. Il ne reste donc qu'à trouver des alliés, tous les alliés possible, ce que les mêmes dirigeants du PCF formulaient pudiquement : « Nous appelons au rassemblement de toutes et tous pour battre la droite et l'extrême droite et à l'engagement de millions d'hommes et de femmes que nous voulons mobiliser sur les enjeux locaux liés aux grandes questions politiques qui traversent le pays. » La géographie des alliances aboutit donc à un kaléidoscope : alliance avec le PS et Génération.s, Place publique comme à Paris, Toulouse ou Marseille, ralliement

à EÉLV dans des villes importantes (Bordeaux, Strasbourg, Caen) ou alliance avec EÉLV pour sauver sa prépondérance comme à Saint-Denis (93), ou Vitry (94), tandis qu'à Montreuil (93) et Ivry (94), PCF et EÉLV s'affrontent.

Défendre une orientation claire et cohérente

Les enjeux sont moindres pour LFI, qui n'avait aucune mairie à sauver et qui adapte sa stratégie d'une part à sa structuration interne et d'autre part à la priorisation de l'échéance présidentielle. Ce qui l'amène à se dissoudre de préférence dans des listes « citoyennes », les plus emblématiques étant celles de Paris ou de Toulouse. Mais aussi à achever de consommer l'explosion de ce qui a été le Front de gauche, en se présentant contre le candidat PCF alors qu'ils faisaient partie de la même majorité (comme à Saint-Denis ou Ivry...). Les orientations du PCF et de LFI, avec chaque parti sur sa logique et obéissant à des préoccupations d'auto-conservation dans un contexte ultra-défensif,

peuvent ainsi générer des dynamiques démoralisatrices pour leurs militantEs.

Certes, de par leur nature d'élections locales, les élections municipales présentent des configurations spécifiques suivant les histoires militantes locales. C'est pour cela que le NPA se présente dans des configurations diverses. Mais nous le faisons autour d'une orientation claire et cohérente : pas question de se poser en gestionnaire institutionnel, combat contre les contraintes budgétaires imposées aux municipalités et soutien aux mobilisations, à commencer par celles des agentEs territoriaux qui seront indispensables contre la mise en œuvre de la Loi de transformation de la fonction publique. Ce qui a pu amener le NPA à se retrouver avec des groupes de militantEs de LFI ou du PCF dans quelques villes, le plus souvent avec des équipes militantes associatives, syndicales ou Gilets jaunes, qui ont construit ensemble les mobilisations de ces derniers mois.

Cathy Billard

BORDEAUX LA LISTE POUTOU FAIT TREMBLER LES BOURGEOIS



MOCRATIE, ÉCOLOGIE : POUR DES MESURES D'URGENCE

carré et des loyers, les habitantEs actuels n'en profiteront pas. Pour être cohérent avec les promesses de « mixité sociale », il faudrait au contraire utiliser les terrains vacants pour du logement social et les services qui vont avec, privilégier la réhabilitation de ce qui peut l'être et stopper les démolitions écologiquement désastreuses. Pour ne pas continuer à subir les mêmes augmentations qu'à Paris, il faut bloquer les loyers et réquisitionner les 15% de logements vides qui ne servent qu'à la spéculation.

Contre les violences sexistes et sexuelles (Poitiers anticapitaliste)

Notre liste se situe clairement dans le combat pour l'émancipation des femmes. Trop d'entre elles sont victimes de violences et discriminations liées au genre. De beaux discours ne suffisent pas face à la société patriarcale. Aucun moyen n'est donné afin de répondre à l'urgence. En 2019, 149 femmes sont mortes sous

les coups de leurs conjoints ou ex-conjoints.

À Poitiers, selon l'étude de J. Dagorn et A. Alessandrin, 71% des femmes interrogées ont subi du sexisme au cours de l'année écoulée dans les transports en commun et les espaces publics. – Ouvrir un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences et un numéro vert 24/24h et 7/7j ; – Défendre et développer les centres IVG ; – Améliorer l'éclairage public, systématiser l'arrêt à la demande pour les bus et développer des lieux d'accueil non mixtes en fonction des besoins ; – Créer un poste d'adjointe au maire dédié à l'émancipation des femmes et unE adjointE dédié aux droits des LGBTQI+.

Urgence démocratique (Bordeaux en luttés)

C'est la question du pouvoir qui ne doit pas rester dans les mains de la poignée de dirigeants actuels qui ne défendent pas les

intérêts du monde du travail et des classes populaires. Nous portons l'idée d'une démocratie directe, d'un pouvoir par et pour les habitantEs des quartiers, des dominéEs qui se libèrent de cette domination, qui débattent des choix à faire et qui décident de la politique de la ville, des priorités, de là où vont les moyens humains et matériels. – Des éluEs sous le contrôle de la population

Malgré les réticences bourgeoises, nous mettrons tout en œuvre pour que les éluEs du Conseil municipal soient révocables en cours de mandat. Nous limiterons les indemnités pour éviter tout enrichissement personnel. – Pour l'autogestion des quartiers

Nous créerons des Conseils de quartiers, composés d'habitants, qui seront décisionnaires sur les projets impactant leur quartier. Ils seront dotés d'un budget afin d'éviter le centralisme décisionnaire actuel.

– Une démocratie directe

Nous instaurerons la possibilité d'un référendum à l'initiative de la population sur l'ensemble de la ville pour mettre en place une mesure ou s'y opposer (Référendum d'initiative communale – RIC).

Écologie (Poitiers anticapitaliste)

La crise écologique est telle qu'il y a urgence à faire des choix politiques forts qui mêlent émancipation sociale et défense de l'environnement. Il faut faire payer les plus gros pollueurs : les riches et les capitalistes qui, à travers le monde, nous mènent à la catastrophe.

– Bus gratuits et augmentation de la fréquence ; amélioration du réseau en consultant la population ; – Cantines gratuites, 100% bio et produits locaux ; – Suppression de la publicité et de la pollution visuelle ; – Développement de pistes cyclables sécurisées ; – Retour en régie publique de la collecte des déchets.

DIMANCHE 15 MARS, VOTONS ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Ce dimanche, le Nouveau parti anticapitaliste soutient 33 listes (voir ci-dessous), dont une moitié à l'initiative de notre seule organisation. Dans les autres cas, il s'agit de regroupements avec d'autres forces en opposition aux politiques mises en œuvre au niveau local et par le pouvoir macroniste. Nous appelons les électeurs et électrices à voter pour ces listes présentées ou soutenues par le NPA.

Là où il n'en existe pas, nous les appelons à porter leurs suffrages sur les listes qui s'opposent à la politique du gouvernement Macron, qui portent un programme de rupture avec le capitalisme, qui ne sèment aucune illusion sur les vertus du seul bulletin de vote ou des voies institutionnelles, notamment les listes présentées par Lutte ouvrière. Plus nombreux seront les suffrages exprimés sur ces listes, plus grande sera la portée du message que nous voulons défendre.

DPT	VILLE	NOM DE LA LISTE	TÊTE DE LISTE
12	Millau	Alternative écologique et anticapitaliste	Camille Valabrègue
17	Saintes	Saintes, écologique et solidaire	Rémy Catrou
29	Quimper	Coopérative écologique et sociale	Sylvie Casimiro de San Leandro
31	Toulouse	Toulouse anticapitaliste	Pauline Salingue
33	Blanquefort	Blanquefort en luttés	Marie-Mathilde Brun
33	Bordeaux	Bordeaux en luttés	Philippe Poutou
33	Cenon	Anticapitalistes! Pour les luttés des travailleurs et de la jeunesse!	Christine Héraud
33	Lormont	Anticapitaliste pour les luttés des travailleurs et de la jeunesse	Monica Casanova
33	Mérignac	Anticapitalistes! Pour les luttés des travailleurs et des classes populaires	François Minvielle
33	Pessac	Anticapitalistes! Pour les luttés des travailleurs et des classes populaires	Isabelle Ufferte
37	Tours	C'est au Tour(s) du peuple	Claude Bourdin
37	Saint-Pierre-des-Corps	PACTE Populaires, AntiCapitaliste, pour une Transformation Écologique	Cindy Laigneau
38	Grenoble	La commune est à nous!	Bruno De Lescure
39	Lons-le-Saunier	Lons en commun	Géraldine Revy
44	Nantes	Anticapitalistes et révolutionnaires	Riwan Chami
59	Roubaix	Les anticapitalistes de Roubaix	Marc Dubrul
59	Lille	Résistance anticapitaliste	Alexandre Chantry
66	Perpignan	L'Alternative, Perpignan écologique et solidaire	Caroline Forgues
67	Strasbourg	Strasbourg anticapitaliste et révolutionnaire	Clément Soubise
73	Chambéry	Chambéry poing levé	Laurent Ripart
76	Rouen	Nos vies, pas leurs profits. Rouen en luttés!	Marc Fouilloux
76	Saint-Étienne-du-Rouvray	Saint-Étienne vraiment à gauche, pour un monde meilleur	Nora Hamiche
84	Avignon	Avignon citoyenne et populaire	Farid Farissy
84	Apt	Apt pour tous!	Jean-Marc Dessaud
86	Poitiers	Poitiers anticapitaliste	Manon Labaye
88	Gérardmer	Gérardmer solidaire	Eric Defranould
92	Clamart	Un autre Clamart	Madeleine Bahloul
93	Saint-Denis	Saint-Denis anticapitaliste	Cathy Billard
93	Montreuil	Montreuil rebelle, au service des luttés populaires	Julien Sojac
94	Ivry-sur-Seine	Ivry anticapitaliste et révolutionnaire	Brenda Labat
95	Argenteuil	Argenteuil tous ensemble!	Omar Slaouti
95	Pontoise	Pontoise à gauche vraiment	Solveig Hurard
95	Cergy	Décidons Cergy	Gwenola Ferran-Rocchi

L'Anticapitaliste Notre presse fait appel à vous

Anticapitalistes conséquents, nous avons refusé d'augmenter le prix de vente de notre hebdo alors que les salaires des fonctionnaires étaient bloqués et que l'ensemble des salaires décrochaient de l'augmentation des prix (des produits consommés par la majorité de la population et non des indices officiels). Nous pensons en effet, que la presse révolutionnaire, militante, devrait être un « service public » et, comme tous les services publics, n'a pas comme objectif d'être rentable.

Pourquoi revaloriser nos tarifs ?

Mais ce n'est évidemment pas l'évolution générale depuis 10 ans, et nous ne vivons pas dans une bulle immunisée. Les coûts de papier, et surtout les envois postaux ont largement augmenté. Cela a pu échapper à beaucoup d'entre nous qui envoyons de moins en moins de courriers, mais le prix des timbres a plus que doublé en 10 ans. Nous atteignons aujourd'hui un déficit qui met en péril la poursuite de notre presse écrite. Ainsi, si notre objectif n'a évidemment jamais été de dégager du profit au moyen de nos publications papier, nous sommes contraints de nous adapter aux évolutions des coûts, avec pour objectif de continuer à pouvoir sortir un journal, comme nous le faisons depuis plus de 10 ans, avec plus de 500 numéros.

Comment ça marche ?

Depuis le numéro 512, nos tarifs ont évolué.

Achat au numéro

– le prix de vente au numéro de notre hebdomadaire passe de 1,20 à 1,50 euros
– le prix de vente au numéro de notre revue mensuelle passe de 4 à 4,50 euros

Abonnements

– pour connaître les nouveaux tarifs des abonnements, voir page 12
– les tarifs des abonnements en cours par chèque resteront évidemment inchangés jusqu'à leurs termes respectifs
– les tarifs des abonnements en cours par prélèvement changeront à partir du mois de juin

UBER Après le camouflet judiciaire, le gouvernement vient à la rescousse de la multinationale

C'est un véritable camouflet pour Uber et l'économie « collaborative » dont la multinationale est l'étendard. Le 4 mars 2020, la Cour de cassation a décidé dans un arrêt de principe de requalifier en contrat de travail la relation liant la plateforme à l'un de ses chauffeurs. Une décision qui vient confirmer de manière plus forte l'arrêt Take Eat Easy pris en novembre 2018 à propos d'un livreur de la plateforme belge, liquidée en 2017.

Pour la haute juridiction, aucun doute, le ou la travailleurE participe à un service organisé de transport dont la société Uber définit unilatéralement les conditions d'exercice : il ou elle ne dispose pas de sa propre clientèle, ne fixe pas librement ses tarifs. L'itinéraire lui est imposé, la destination n'est pas connue. La société peut déconnecter temporairement le ou la chauffeurE après trois refus de courses, et celui ou celle-ci peut même perdre l'accès à son compte dans certains cas. Les magistrats ont donc considéré fort logiquement que le statut de travailleurE indépendant ne peut être que fictif.

Mobilisations

Il était temps ! Depuis des années, des mobilisations exemplaires ont éclaté chez les chauffeurEs VTC et les livreurs à vélo, pour dénoncer cette « zone grise » dans laquelle les patrons de l'ubérisation plongent pour les exploiter à merci, en leur refusant même l'accès aux protections collectives du droit du travail, déjà bien amoindries par les récentes réformes. En ligne de mire pour les grévistes, qui se sont organisés en sections syndicales ou en collectifs : la lutte contre les baisses successives des tarifs (Deliveroo), l'augmentation des commissions (Uber) ou encore l'absence de protection contre la maladie et les accidents du travail parfois tragiques. Ces luttes ont montré que même dans un secteur d'activité morcelé, les travailleurEs sont capables d'actions collectives et de relever la tête. Elles ont



DR

contribué à construire un rapport de forces qui a abouti à faire bouger les lignes de la jurisprudence, après des premiers échecs sur le terrain judiciaire.

Un coup dur pour les plateformes ?

La décision devrait s'imposer et représenter un sérieux coup pour Uber, qui embauche près de 30 000 chauffeurEs en France. Plus de 150 procédures sont déjà en cours. L'entreprise, présente dans près de 800 villes dans le monde avec 3 millions de chauffeurEs, n'en est d'ailleurs pas à son premier avertissement : à l'échelle internationale, des juges californiens puis britanniques ont ouvert la voie de la requalification dès 2015. Les chantres de l'économie « collaborative », qui a donné une nouvelle jeunesse au travail à la tâche tel qu'il se pratiquait à l'heure du capitalisme triomphant du 19^e siècle, sous couvert d'un artifice de liberté et d'indépendance,

doivent donc revoir leur copie. L'exploitation du travail subordonné doit se faire dans le cadre du contrat de travail et pas autrement. C'est-à-dire dans le cadre des acquis sociaux arrachés au patronat par les travailleurEs depuis plus d'un siècle... Sauf à ce que le gouvernement vienne à la rescousse.

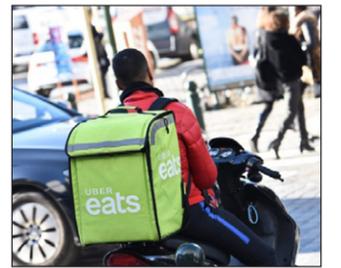
Pénicaud : "le code du travail dérange, réformons-le !"

La réaction de la ministre du Travail ne s'est pas fait attendre. En bonne VRP du patronat, Muriel Pénicaud a ainsi déclaré, dès le lendemain de la décision de la Cour de cassation, qu'une mission sera mise en place pour rendre des propositions d'ici l'été afin d'« inventer des règles ». Autrement dit, le code du travail pose problème, liquidons-le ! Le gouvernement s'inspirera sans doute de ses voisins européens (Royaume-Uni, Espagne, Italie) qui ont déjà mis en place des statuts hybrides, au rabais, ouvrant quelques droits aux travailleurEs « parasubordonnés » suivant l'expression consacrée. La loi travail de 2016 entendait déjà régler le problème en créant un nouveau chapitre sur la responsabilité sociale des plateformes, et en introduisant quelques ersatz de droits (grève,

syndicalisation, prise en charge partielle de l'assurance accident du travail), tout en refusant la qualité de salariéEs aux intéressés. La loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 a permis aux plateformes de mettre en place une charte sociale pour être protégés contre le risque de requalification. Cette disposition a été censurée par le Conseil constitutionnel, qui a considéré que le critère de la subordination juridique ne peut pas être écarté par une telle charte... Affaire à suivre !

Une chose est sûre : le coup fatal est loin d'avoir été porté à l'ubérisation et à la précarisation des travailleurEs, quel que soit leur statut. Le combat contre le projet de démantèlement de tous nos acquis sociaux par le gouvernement doit continuer !

Raphaël (comité inspection du travail)



DR

L'Anticapitaliste
N°113 | MARS 2020 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

MOBILISATIONS CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

INDI - LA MISE À L'ÉPREUVE DU PROGRAMME NATIONALISTE INDIEN
CHILI - VERS UNE POLARISATION POLITIQUE DE MAREZ À PARTIR DU 8 MARS
L'ÉCHEC DE L'ARRÊTÉ MILITAIRE DE LA FRANCE AU SAHARA



L'Anticapitaliste la revue

Le n°113 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner,
remplissez le formulaire page 12.

EAU DE PARIS

« 30 % des 2700 km du réseau sont amiantés »

Les salariéEs du service d'Eau de Paris, en grève depuis le 25 février, animent chaque matin la place de l'Hôtel de ville. **Henry**, du syndicat CGT, a bien voulu répondre à nos questions.

D'où vient votre mobilisation ?

Nos revendications datent de 2012, quand des prélèvements effectués par le service technique assainissement (STEA), chargé de la maintenance du réseau, ont révélé que la protection des conduites en plomb contenait de l'amiante. 30% des 2700 km du réseau d'Eau de Paris sont amiantés. Ce réseau est un peu particulier, puisqu'il

n'est pas enterré mais passe dans les égouts. Les conduites sont protégées par une peinture bitumineuse, le brais de houille, à base de goudron, contenant des produits très toxiques et, pour que ça ne « coule » pas, d'amiante. La ville de Paris était informée puisqu'on a retrouvé des courriers de 1975 qui signalent la présence d'amiante.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Après la réussite du 5 mars, maintenir et développer la mobilisation

Décidée lors de la première coordination des facs et labos en lutte début février, la date de mobilisation du 5 mars, jour où « l'université et la recherche s'arrêtent », a été une véritable réussite.

Partout en France, cette journée a donné lieu à des manifestations ou rassemblements avec des dizaines de milliers de personnes, dont près de 25 000 pour le seul cortège parisien. Ce fut aussi l'occasion de nombreuses actions : petits-déjeuners solidaires, prises de parole de précaires, die-in, blocages, occupation de l'espace public. Face à la ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal, qui nous désigne comme des « preneurs d'otages », nous avons montré que nous savons mobiliser massivement, toutEs ensemble, personnels et étudiantEs. La recherche et l'université se sont bien arrêtées ce jeudi 5 mars !



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Deuxième coordination nationale

Outre les revendications propres à l'Enseignement supérieur et la recherche (ESR), telles que l'abandon de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), la demande d'une hausse significative des moyens et la suppression de la précarité, la question des retraites était bel et bien présente également, le 49.3 dégainé le samedi en fin d'après-midi ayant rajouté des

raisons à la colère montante. Et les annonces faiblantes du gouvernement couplées à la casse générale des services publics ne peuvent que renforcer notre détermination à se mobiliser efficacement dans la durée. Cette belle journée de mobilisation n'est qu'un début : dès le lendemain, près de 500 personnes mandatées par plus de 9 000 participantEs aux AG locales se sont retrouvées à l'université de Nanterre, pour

discuter des suites à donner au mouvement. Cette deuxième coordination nationale a fait émerger la grève reconductible comme perspective de mobilisation la plus efficace. Un calendrier d'actions avec une série de temps forts a été voté : une semaine noire, « On bloque tout ! », à partir du 16 mars avec deux journées spécifiques, le jeudi 19 contre les violences sexuelles et sexistes et le vendredi 20 pour visibiliser les étrangerEs dans l'ESR. Ce mois de mobilisation se terminera en apothéose avec la journée de grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites le 31 mars ! La mobilisation des personnels de l'ESR et des étudiantEs ne s'arrêtera pas ! Et pour que ce début de printemps soit l'occasion de nouvelles actions joyeuses et revendicatives, nous retournons dans nos facs et labos avec une énergie renouvelée et un programme clair pour se mobiliser ensemble, contre la réforme des retraites, la LPPR, la casse des services publics et la précarité et pour un monde meilleur et solidaire.

Valentin Pantin et Lola Votive

RETRAITES La répression et la lutte continuent à la RATP

Pour faire peur et afficher sa volonté de sanctionner des grévistes pour faits de grève, la direction fait flèche de tout bois en s'attaquant à des syndicalistes et représentants syndicaux de la CGT, notamment au dépôt de Vitry-sur-Seine. Attaquer, en conseil disciplinaire, syndicalistes et syndiqués reconnus et appréciés par les grévistes et les collègues, c'est chercher à punir tous, en intimidant. Cela montre aussi à quel point la direction s'est sentie en danger ces derniers mois. Ne dirigeant plus grand-chose, en tout cas pas les milliers de grévistes, elle avait un peu perdu sa raison d'être.

Des tentatives d'intimidation qui ne fonctionnent pas

Les faits reprochés (chants homophobes, blocage de bus...) sont pris comme des prétextes pour tenter de mettre au pas les plus actifs de la mobilisation. Face à cela, il n'y a eu qu'une seule revendication : retrait de toutes les sanctions. Cette répression patronale n'a pas entamé la

Pour les gels hydro-alcooliques, la désinfection des espaces de travail et le minimum de protection face au coronavirus pour des salariéEs particulièrement exposés, la direction de la RATP semble particulièrement absente. Mais côté répression, elle est bien là : depuis le mois de décembre, des grévistes de différents dépôts reçoivent des convocations de la part de la direction, locale dans un premier temps, puis au niveau de la direction de la Régie. 120 « enquêtes internes » seraient en cours.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

solidarité entre les noyaux durs des grévistes de plusieurs dépôts, qui se retrouvent à chaque rassemblement de solidarité avec leurs collègues. Le jeudi 5 mars une centaine de personnes, machinistes, souvent en

grève pour pouvoir faire le déplacement, représentants syndicaux et soutiens se sont retrouvés pour le passage en convocation de Yacine et Patrick de Vitry-sur-Seine. Le lendemain, c'était au tour de François,

toujours du même dépôt. Ils ont eu respectivement deux mois de mise à pied et une mutation. Alex du dépôt de Vitry-sur-Seine et de Ahmed de Flandres sont convoqués le 26 mars prochain. En plus de ces convocations, la direction a porté plainte contre un agent la semaine dernière, sans doute encore du vent puisqu'elle a été classée sans suite. Au-delà de toutes les formes de répression qui cherchent à intimider ou à casser le mouvement, les travailleurEs de la RATP ne se sont pas laissés abattre. Et si ils et elles ont repris le volant, c'est la tête haute et avec l'idée, chez beaucoup d'entre elles et eux, que la suite se construit déjà.

Correspondantes

RENNES Une soirée antifasciste et antiraciste réussie

S'unir contre le fascisme, c'était la proposition de la soirée du 21 février dernier à la Maison de Quartier de Villejean à Rennes. Environ 140 personnes ont répondu présent.

Organisée par des militantes féministes soutenues par l'Union communiste libertaire et le Nouveau Parti anticapitaliste, cette soirée a accueilli Ugo Palheta dont le livre *la Possibilité du fascisme* est une invitation à comprendre les enjeux face à la montée en puissance de l'idéologie fasciste contemporaine ; Laura, militante du collectif la PEFRA pour une réflexion antisexistes dans le milieu antifasciste ; et une intervention filmée de Tania Vrizaki, militante de la coordination grecque antiraciste et antifasciste Keerfa.

Théorie et pratique

Tout d'abord, l'intervention d'Ugo Palheta a permis de redéfinir les contours du fascisme dans la société contemporaine, tant en France qu'au niveau international, de comprendre ses liens étroits avec l'extrême droite et le racisme, d'appréhender le terreau social sur lequel il a tout loisir de germer aujourd'hui.

Ensuite, Tania, qui n'a pas pu être présente, a fait une intervention filmée pour nous éclairer sur le contexte qui a vu naître Keerfa, une coordination antiraciste et antifasciste large et populaire, qui s'oppose fermement au parti fasciste criminel Aube dorée avec la construction d'un rapport de forces important. L'expérience grecque est intéressante en ceci qu'elle dépasse l'antifascisme dit « de rue », en ayant réussi à créer un consensus d'union large et populaire autour de la question de l'antiracisme lié à la question antifasciste.

Enfin, Laura membre de PEFRA, militante féministe, queer et antiraciste, est venue poser les limites de l'antifascisme « de rue ». Si sa critique est sans concession concernant l'utilisation systématique de la « violence » envers les groupes fascistes, en en définissant les travers sexistes et virilistes qui excluent de fait la possibilité d'autres modes d'action et d'expression, elle ne veut pas pour autant exclure la légitimité de cette forme de lutte, mais propose plutôt que ces groupes aient une réflexion sur leurs pratiques.

Après ce tour de table, il a fallu un petit temps tampon avant que les premières réactions, témoignages ou réflexions, permettent un échange avec les invités. Djamel, militant antiraciste venu tout spécialement de Angers, a pu témoigner de son expérience et insister sur la nécessité de relier la question antiraciste à l'antifascisme. Des désaccords ont été exprimés sur le contenu du texte d'appel notamment, mais aussi sur la place des collectifs antiracistes dans le débat, une place jugée insuffisante par certainsEs.

Dans l'ensemble, la soirée a été une belle réussite par la richesse des interventions et le nombre des personnes présentes. Elle s'est conclue autour d'un verre et d'une pizza à prix libre cuisinée par le Réseau de Ravitaillement. Nous espérons qu'elle ouvrira des perspectives d'avenir pour un mouvement antiraciste et antifasciste rennais qui soit à la hauteur des enjeux.

Correspondante

Jusqu'en 1985, date de la privatisation du service de l'eau, les fontainiers bénéficiaient du même régime que les égoutiers avec, comme compensation de l'insalubrité, la possibilité de départ à la retraite à 50 ans. Après 1985, et malgré la reprise en régie en 2010, les personnels sont de droit privé. L'âge de leur retraite passe de 60 à 62 ans et plus avec l'allongement des durées de cotisation. Salariés du privé, nous ne sommes pas reconnus « catégorie active » permettant un départ à 55 ans et ne bénéficions pas davantage du compte pénibilité.

Les mobilisations de 1985 et 2010 nous ont permis d'obtenir un congé de fin de carrière par le cumul de jours de un an et sept mois après 40 ans de carrière. En juin 2011, la mairie de Paris informait officiellement la direction des

eaux de la présence d'amiante. Les résultats d'analyse que nous ne récupérons qu'au bout d'un an et demi révèlent la présence de 6 200 fibres par litre d'air¹. On continue à faire des « coupes » avec des sous-traitants qui sont les principales victimes, en prennent plein les poumons. Devant l'absence de réaction, on se dit qu'on va arrêter de travailler comme des cons. Nous prenons « nos » affaires en mains en mettant en application le code du travail en situation de travail en milieu amiante. Tous les chantiers sont arrêtés : danger grave et imminent, enquête du CHSCT, étude et recherche de nouveaux procédés. Cela a ralenti les travaux, avec pratiquement pas de réparation sur fuites pendant un an. Nous travaillons avec masques, suivis médicaux, fiches d'exposition.

Mais si des procédures se mettent en place, personne n'a passé l'aspirateur dans les égouts. Il faudra des centaines d'années pour que le réseau soit assaini, vide de fibres. En 2014, on a fait 18 jours de grève au moment des élections municipales. L'accord de fin de grève prévoyait une réparation de préjudice sous la forme d'un congé de fin de carrière. Mais rien n'a été fait.

Quelles sont vos revendications ?

Nous demandons le doublement du congé de fin de carrière, parce qu'il a été dimensionné par rapport au travail en milieu confiné, aux risques chimique, bactériologique, les chutes, etc., mais on ne savait pas qu'il y avait de l'amiante. Nous savons ce à quoi nous sommes exposés mais ce ne peut pas être en échange de rien. On est en grève depuis



NVO

le 25 février. En pratique, les choses sont compliquées : pour l'H2S [sulfure d'hydrogène], il faut ventiler les égouts.

Mais pour l'amiante ? C'est le contraire, il faut éviter de ventiler ! Le directeur d'Eau de Paris reconnaît que la seule déambulation peut être dangereuse. Nous on ne déambule pas, on travaille. L'entreprise ne veut rien lâcher car accorder une compensation c'est reconnaître qu'on était exposés, que c'est presque délibéré, que des maires, des patrons d'entreprise avaient le devoir de savoir. La Mairie de Paris ne peut s'exonérer de ses responsabilités, ne serait-ce que parce qu'elle nomme les responsables d'Eau de Paris. On ne sortira pas sans rien. Tant pis si la gauche du PS au PC en fait les frais dans les élections municipales. Nous on se bat, on va continuer à se battre. La lutte, c'est la vie.

Propos recueillis par Robert Pelletier

1 - La valeur limite d'exposition professionnelle maximale est à 10 fibres par litre depuis le 1^{er} juillet 2015.

Municipales**Des listes anticapitalistes à Lille et Roubaix**

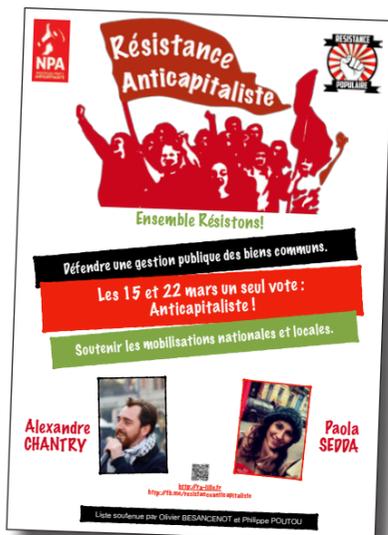
Samedi 7 mars avait lieu une réunion publique de présentation des deux listes soutenues par le NPA dans la métropole lilloise : « Résistance anticapitaliste » (alliance du NPA et de Résistance populaire, groupe local créé à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes) et les anticapitalistes de Roubaix.

La réunion était festive. Le relatif éloignement de la Deule (la rivière locale) n'avait pas empêché l'installation d'une guinguette. Tout au long de l'après-midi, elle fut un lieu d'échanges fraternels. De 16 h à 23 h, la réunion-fête a vu se succéder débats, chorale, concerts (très appréciés, merci aux artistes venus nous soutenir : Chamblas, Réveil et Pi Rod), interventions de collectifs (sans-papiers, collectif Saint-Sauveur du nom d'une énorme friche située à proximité du centre-ville de Lille qu'Aubry veut bétonner avec notamment une démentielle piscine olympique dans le cadre des futurs JO parisiens, alors que Lille est totalement sous-dimensionnée en espaces verts).

Pour une rupture anticapitaliste

Au cours du meeting de campagne, Manon, de la direction nationale du NPA, a rappelé le contexte national dans lequel se déroulent ces élections municipales : le pouvoir présidentiel est affaibli comme jamais (le prévisible échec des listes LREM en sera une nouvelle illustration). Le mouvement social, par la longue séquence de mobilisation contre les retraites, a montré toute sa force et sa détermination. Il n'a pas été néanmoins possible pour l'heure de converger vers une grève générale de masse permettant de l'emporter. Cela demeure l'objectif auquel s'attellent les militantEs du NPA. Marc (NPA), tête de liste à Roubaix, a rappelé que l'objectif du maire actuel de cette ville, parmi les plus pauvres de France, était de changer la sociologie de la ville, soit attirer de nouveaux habitantEs aux profils socio-professionnels choisis plutôt que de satisfaire les besoins considérables, notamment sociaux, des RoubaisienEs. La liste roubaissienne se propose d'être un lieu d'élaboration collective des solutions alternatives à mettre en œuvre. Enfin, Alexandre (Résistance populaire) et Paola (NPA) ont présenté certaines des orientations défendues par Résistance anticapitaliste dans la campagne lilloise : gratuité des transports et des premiers mètres cubes d'eau, création massive de logements sociaux, lutte contre les discriminations, accueil des migrantEs et soutien à leurs luttes. Autant d'esquisses (à la mesure des compétences limitées des communes) d'éléments de rupture avec le capitalisme. En tout cas, un profil qui nous distingue radicalement de la politique d'Aubry qui, sous couvert de pragmatisme gestionnaire, défend un mélange bien dans l'air du temps fait d'austérité, de gentrification et de recherche de compétitivité dans la concurrence inter grandes métropoles. Une centaine de personnes ont participé aux débats. Un bel et utile après-midi qui s'est achevé naturellement par un dernier moment de convivialité à la guinguette.

Correspondant

**Tribune****Pour un NPA anticapitaliste et révolutionnaire : assumons le clivage réforme ou révolution**

Une tribune du courant Anticapitalisme et révolution.

A &R¹ a trop à cœur la construction d'un courant révolutionnaire, à la fois à l'échelle hexagonale et à l'échelle internationale², pour oublier que la situation n'est pas la même pour les opprimés et les exploités lorsqu'il existe dans un pays des partis ou courants communistes révolutionnaires. Voilà pourquoi, malgré les profondes divergences qui nous opposent à la majorité actuelle du comité exécutif du NPA, nous n'avons jamais fait la politique du pire. Au contraire, nous avons proposé à l'ensemble du NPA une politique de « regroupement » pour répondre à l'urgence sociale, et cela par une motion signée par nos représentants au CE du 02/09/20.

Le NPA n'est plus un parti

Convaincus de l'importance de ne pas nous engager dans la bataille des retraites en ordre dispersé, nous avons proposé au Comité politique national (CPN) une feuille de route qui a fini par être amendée et rejointe par le CCR et une petite partie de la majorité du CE. Le texte adopté à plus de 47% l'a été sans le soutien des porte-parole et de la partie la plus significative de la majorité du CE. Ces camarades n'ont pas voulu mener une politique conjointe dans le mouvement sur les bases minimales proposées pour ce regroupement en refusant de critiquer les politiques d'éparpillement menées par les directions syndicales. Ce refus a eu pour effet de renforcer l'éclatement du parti, avec pour conséquence la mise en œuvre par chaque courant de sa propre politique.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

La campagne Poutou : l'arbre qui cache la forêt

Et ce n'est pas la liste commune avec la FI à Bordeaux qui changera cela. Au contraire, c'est le choix de la confusion qui est fait, alors qu'il faudrait répondre à la crise politique actuelle en nous positionnant ouvertement au sein du clivage réforme-révolution du côté de la révolution. Au lieu de cela, on favorise les confusions en bâtissant des listes avec des députés qui pensent que le capitalisme est réformable et qui soutiennent Poutou à Bordeaux, mais EÉLV à quelques kilomètres de distance, à Pessac... Nous regrettons que nos camarades de Révolution permanente et de l'ARC participent à cette campagne et donc à cette confusion. Oui à l'unité la plus large pour se battre sur le terrain de la lutte des classes : non aux listes anti-Macron aux dépens de

l'explication et l'apparition des révolutionnaires sur le champ électoral.

Le dernier CPN ou comment régler administrativement des problèmes politiques

Personne ne conteste ici le besoin de faire que les diverses fédérations se mettent à jour de cotisation. Mais nous refusons son instrumentalisation contre les courants. En effet, ce problème est en réalité très ancien et transversal aux courants. Par conséquent, la mise en œuvre de cela, dans un contexte de profondes fissures politiques du parti, doit être le fruit d'un débat contradictoire, préparé et assumé collectivement en amont du CPN, c'est-à-dire au CE. Au lieu de cela, on nous a présenté des motions le dimanche matin, soit quelques heures avant les votes, en nous indiquant à l'oral que

ceux et celles qui ne seraient plus à jour de cotisations pour février ne pourraient plus s'afficher avec les couleurs du NPA. Pire, lors de cette discussion financière un membre de la majorité du CE a expliqué que la répression qui s'abat contre les camarades aurait pour racine leur politique qui ne correspondrait pas, selon lui, au rapport de forces.

Construire un NPA qui affiche ses couleurs anticapitalistes et révolutionnaires

Nous continuerons à nous battre au sein du NPA pour qu'il mène une politique anticapitaliste et révolutionnaire et soit capable de jouer un rôle dans la lutte des classes. Pour autant, avec la majorité du CE le cadre de confiance démocratique s'est rompu et les désaccords politiques se sont approfondis. C'est pourquoi d'ici le prochain CPN nous codifierons politiquement et au niveau organisationnel les rapports avec cette « majorité » exécutive.

Anticapitalisme et révolution, courant public du NPA.

1 – Anticapitalisme et révolution (A&R), courant du NPA dont voici le texte d'orientation présenté au dernier congrès du NPA : <https://anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com/2017/12/plateforme-v.html>
2 – A&R fait partie d'une tendance internationale qui regroupe des organisations qui sont à la fois membres et extérieures au Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale (<http://www.inprecor.fr/home>). Il s'agit de la Tendance pour une Internationale révolutionnaire (TIR) qui a soumis au vote une résolution alternative à celle de la majorité : <https://anticapitalisme-et-revolution.blogspot.com/2017/02/saisir-les-occasions-construire-une.html>

Elections municipales**Montreuil rebelle : pour les luttes sociales, contre Macron et son monde**

Cinquième ville d'Île-de-France, Montreuil est une ville solidement ancrée à gauche. Ici, la droite arrive rarement au second tour, l'extrême droite est quasi absente, alors que le tissu militant (notamment associatif) et les milieux alternatifs y existent.

Un maire PCF, un député insoumis, le siège national de la CGT, celui du NPA et l'imprimerie Rotographie : Montreuil, un îlot d'anticapitalisme ? Si c'est probablement le souhait d'une partie importante de la population, ce n'est pas absolument pas la réalité.

Une certaine idée de la gauche

Nombre de services publics sont toujours délégués au privé ; la municipalité de gauche plurielle (du PS à la FI et Ensemble autour du maire « communiste » Patrice Bessac) a attaqué les acquis sociaux du personnel communal ; des mal-logés ont été expulsés de leurs squats, y compris en plein hiver ; un soutien factice à des travailleurEs immigrés logés dans un foyer insalubre s'est terminé par le tri de ses habitantEs en fonction de leur situation de locataires ou non (relogement de ceux qui avaient un contrat de bail, abandon des autres).

La ville subit aussi une gentrification qui s'accélère avec les projets de Grand Paris : la hausse hallucinante des prix du logement (loyers comme acquisitions) déplace des populations, avec le départ des classes populaires en banlieue plus lointaine et l'arrivée de « classes moyennes » qui quittent un Paris trop cher. Les inégalités se creusent entre les quartiers prisés par les nouveaux arrivants, et ceux qui restent

très populaires car relégués loin au second plan, avec des cités qui se délabrent, des services publics qui dysfonctionnent ou ferment. Un sentiment d'abandon se développe légitimement.

Dans la dernière période, la municipalité sortante n'a participé en aucune façon au mouvement de grève en défense des retraites : aucun soutien au personnel communal, aucun versement aux caisses de grève, aucune aide logistique. Comme toujours, juste un affichage d'une banderole sur la mairie, une simple (im)posture.

Regroupement anticapitaliste

À l'automne, le NPA de Montreuil a sollicité les autres organisations de la gauche anticapitaliste (UCL, LO, POID) afin de constituer une liste unitaire d'opposition de gauche à la majorité sortante, pour défendre fidèlement les intérêts des exploités et des opprimés et porter leurs revendications. Mais aucune des forces contactées et rencontrées n'a voulu de cette unité anticapitaliste.



Dans les semaines suivantes, les militantEs du NPA ont largement contribué à construire et à animer le mouvement de grève à partir du 5 décembre et notamment l'AG interpro Montreuil-Bagnolet. Sollicités par des militantEs non encartés de cette structure, nous avons lancé un appel « Montreuil rebelle, au service des résistances » fin décembre, pour « mettre la ville au service des

luttes et des intérêts des classes populaires ». Des militantEs de la grève et des Gilets jaunes ont répondu présents. La liste aurait pu être plus diverse encore, mais un accord qui semblait se dessiner avec des militantEs des quartiers populaires n'a pu aboutir. Désormais, c'est « Montreuil rebelle, au service des luttes populaires », une liste née dans la lutte actuelle contre Macron et son monde, et par des rencontres enthousiasmantes, qui mène une campagne qui résonne de toutes nos luttes.

Une campagne courte mais nouvelle et novatrice, qui part des préoccupations des habitantEs de la ville pour ancrer une perspective anticapitaliste globale. Répondre de façon cohérente aux trois urgences vitales et simultanées du moment, démocratique, sociale et écologique, voilà la raison d'être de Montreuil rebelle, un regroupement anticapitaliste appelé à perdurer et à se développer.

Page Facebook : <https://www.facebook.com/Montreuil.rebelle/>

Il y a 100 ans

Le putsch de Kapp et l'armée rouge de la Ruhr

À la suite de la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie en 1917, une vague de révolutions, de colère ouvrière et de mouvements de masse traversa le monde. Celle qui arriva le plus proche de l'aboutissement et probablement la plus connue est la Révolution allemande, de 1918 à 1923. Riche en rebondissements, en offensives et reculs du mouvement révolutionnaire, l'un des grands épisodes de cette période révolutionnaire est la tentative de putsch des généraux réactionnaires Lüttwitz et Ludendorff pour propulser le technocrate Kapp à la tête de l'État le 13 mars 1920, repoussée par une grève générale et les travailleurs en armes.

Après le ralliement de la social-démocratie allemande à l'union sacrée en 1914, la classe ouvrière met plusieurs années à relever la tête. Après une année particulièrement dure en 1916, éclatent dès avril 1917 d'énormes vagues de grèves dans la suite de l'écho de la révolution de février en Russie, et le mécontentement contamine de plus en plus l'armée et la marine. En novembre 1918, la mutinerie des marins de Kiel déclenche la révolution : des comités d'ouvriers et de soldats se forment dans le pays entier. L'empereur doit fuir, et l'État allemand n'a pas d'autre choix que de s'appuyer sur la social-démocratie majoritaire, le SPD, et son dirigeant Ebert, qui «*haït la révolution comme le péché*», pour garder le contrôle. En janvier 1919, le Parti communiste allemand (KPD), fondé le 1^{er} janvier 1918, se lance à Berlin dans une tentative insurrectionnelle suite à la réaction ouvrière après une provocation du gouvernement du SPD. Celui-ci s'appuie sur les corps francs réactionnaires pour la mater, et assassine de nombreux militants communistes, dont les dirigeants les plus connus, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Le meurtre de milliers de militantEs révolutionnaires expérimentés, dont les dirigeants reconnus des spartakistes, va durablement affaiblir le KPD, mais n'entame que provisoirement la combativité de la classe ouvrière, qui continue à se défendre face aux tentatives de réaction pendant toute l'année 1919.

Le putsch de Kapp-Lüttwitz et la grève générale

Au début de l'année 1920, le SPD a joué son rôle pour la bourgeoisie : il a maté la révolution et éliminé les dirigeantEs communistes. Maintenant, sa présence à la tête du gouvernement semble de moins en moins nécessaire à la classe dirigeante, notamment la bureaucratie militaire farouchement réactionnaire. Après plusieurs tentatives avortées, une partie de l'armée passe à l'acte le 13 mars. Ce sont en particulier ceux liés aux corps francs, sur lesquels le SPD s'était appuyé pour massacrer les révoltes un an auparavant, telle la brigade Erhardt, qui entre dans Berlin après s'être entraînée dans la lutte contre le bolchevisme sur le front de l'est. L'orientation politique des membres de la brigade Erhardt est claire : il portent la croix gammée sur leur casque, et leur chant de combat se clôt sur «*Attention à toi, cochon de travailleur, quand la brigade Erhardt est en armes*» ! L'armée régulière, sur laquelle compte le SPD, n'intervient pas



contre les putschistes en invoquant le fait que «*l'armée ne tire pas sur l'armée*». Ce sont donc les travailleurEs qui prennent l'initiative : dès l'annonce du putsch, des travailleurEs se réunissent et cessent le travail : à 17 heures il n'y a plus de transports, d'électricité, de gaz ni d'eau à Berlin. Voyant leur appareil en danger direct, et précédés par la réaction ouvrière, le SPD et la confédération syndicale ADGB (proche du SPD) changent de braquet et appellent à la grève générale, déjà commencée en fait (alors que le KPD hésite longuement avant d'y appeler). Dès le 13 mars, des comités d'action, des comités ouvriers et des milices de travailleurEs se forment et prennent le contrôle des premières villes. Souvent, ils sont constitués de représentants des trois partis ouvriers, le KPD, l'USPD (la social-démocratie indépendante) et le SPD qui, après une année de lutte «*contre le bolchevisme*», signe des appels à la dictature du prolétariat et à la socialisation des principales branches industrielles pour garder un certain contrôle sur le mouvement. Le lundi 15 mars, la grève se généralise au pays entier : le gouvernement putschiste de Kapp ne trouve même pas de colleurs pour ses affiches de proclamation. Face au pays paralysé et aux premiers affrontements entre armée et milices ouvrières, le putsch s'effondre : Kapp s'enfuit en Suède, Lüttwitz s'autoproclame chancelier... avant de fuir la chancellerie sous protection militaire quelques heures plus tard !

De la grève défensive à l'offensive ouvrière

En quelques jours, la mobilisation ouvrière a réussi à repousser le putsch. Mais dans les nombreux endroits où des comités ouvriers ont pris le pouvoir et où des milices ouvrières affrontent les forces de l'ordre et l'armée, les

revendications se sont cristallisées autour de la dictature du prolétariat, de la socialisation des moyens de production, de la généralisation des conseils élus par des délégués ouvriers. Le SPD commence à reculer, appelle à cesser la grève et met en garde contre un «*gouvernement des conseils*». Sentant que cela ne correspond pas à la volonté des grévistes, l'ADGB de son côté appelle à la poursuite malgré la mise en échec du putsch. Le 17 mars, le dirigeant syndical Legien propose la formation d'un «*gouvernement ouvrier*» composé des sociaux-démocrates majoritaires et indépendants, avec les syndicats. Le KPD hésite quant à sa prise de position. Une partie défend le fait de le soutenir tant qu'il donnerait les moyens de poursuivre la lutte contre la réaction, mais aussi contre ceux qui, dans le SPD, ont massacré les ouvriers en janvier, à travers l'armement du prolétariat et la généralisation et la coordination des conseils. Mais il n'y a pas de position claire du parti, et finalement la proposition s'efface devant l'évolution des événements, alors qu'une grande partie de la classe ouvrière, loin



de s'être complètement éloignée du SPD, ne comprend pas le refus apparent du KPD.

L'armée rouge de la Ruhr

Pendant ce temps, dans les bastions industriels, notamment dans la Ruhr, les ouvriers commencent à réquisitionner les logements vides, libèrent des prisonniers politiques, changent des fonctionnaires et censurent la presse bourgeoise qui soutient le putsch. Les milices commencent à se structurer et constituent «*l'armée rouge de la Ruhr*», qui atteint, au plus haut, un effectif d'entre 50 000 et 60 000 travailleurs en armes. Même si le mouvement souffre du manque d'une direction centralisée, notamment sur le ravitaillement et le contact avec les autres régions, de vrais critères sur l'organisation apparaissent : pour entrer dans l'armée rouge, il faut prouver 12 mois d'appartenance à un syndicat ou un parti ouvrier, et avoir servi six mois au front pendant la guerre. Mais il manque une coordination centrale, et le gouvernement (social-démocrate) arrive à imposer «*l'accord de Bielefeld*» qui prévoit le désarmement des travailleurEs contre des concessions dans la gestion de la vie économique et sociale. Certaines milices ou conseils refusent son application, des combats sanglants les opposent à l'armée, et la «*pacification*» de la Ruhr coûte la vie à des milliers de travailleurEs, morts au combat ou exécutés, par la suite, par les corps francs.

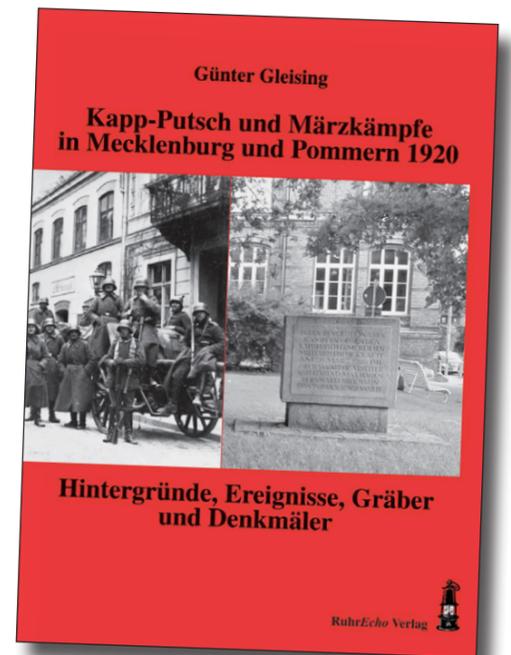
Orphelin de ses dirigeants les plus expérimentés, et manquant de surface et d'implantation en raison de sa création indépendante tardive, le KPD hésite aux moments clés de la grève et ne parvient pas à proposer une perspective révolutionnaire claire à la majorité des travailleurEs en lutte. Mais cette grève générale politique qui a clairement posé la question du pouvoir renforce néanmoins l'évolution de la classe ouvrière vers les idées révolutionnaires, ce qui se reflète en juin dans les scores électoraux pour les sociaux-démocrates indépendants et les communistes, qui fusionnent en fin d'année et regroupent alors presque 400 000 membres. Ceci ne va pas empêcher les futures erreurs du KPD, jusqu'à la fin de l'élan révolutionnaires en 1923. Aujourd'hui, dans un pays où les traditions militantes et l'histoire du mouvement ouvrier ont été brisées par le fascisme puis le stalinisme, il est d'autant plus important de se rappeler de ces épisodes qui ont porté la classe ouvrière allemande aux portes du pouvoir, et de tirer les leçons des erreurs qui l'ont empêchée de le prendre.

Dima Rüger

Pour en savoir +

Comme l'entière de la Révolution allemande, le putsch de Kapp a été passé aux oubliettes dans l'histoire allemande. Dans l'histoire officielle, comme à l'école, la Révolution allemande (réduite souvent à la révolution de novembre) est surtout décrite comme une révolution démocratique, une mobilisation populaire à la sortie de la guerre contre le régime impérial et pour une démocratie représentative. Comme pour le centenaire de la révolte des marins puis des assassinats des dirigeants communistes, les cent ans du putsch de Kapp ont été l'occasion d'ouvrages et de commémorations militantes ou historiques moins «*amnésiques*». Même certains syndicats allemands, pourtant bien éloignés de la lutte révolutionnaire, ont commémoré la grève générale et la lutte de l'armée rouge de la Ruhr, avec des tracts, des réunions ou des manifestations de commémoration.

Le plus complet des ouvrages parus à l'occasion du centième anniversaire est probablement la monographie de Klaus Gietinger, *100 Jahre Kapp-Putsch. 1920, Abwehrkämpfe, Rote Ruhrarmee*. Comme dans les dernières années, les ouvrages les plus répandus traitent des événements autour du putsch dans une région précise, tel *Kapp-Putsch und Märzkämpfe in Mecklenburg und Pommern, 1920*, de Gunther Gliessing sur l'Allemagne du nord-est. Plus ancien, le recueil de documents le plus complet est celui publié par E. Könnemann et G. Schulze en 2002, et sur la Ruhr la monographie d'Erhard Lucas (*Märzrevolution im Ruhrgebiet*), ou des mémoires de militants communistes allemands, comme celles de Karl Retzlau ou Oskar Hippe.



Quelques groupes révolutionnaires ont aussi produit des articles ou des brochures sur le putsch, comme la SAV en 2010 ou le Funke en 2011. Malheureusement pour les nombreux lecteurs non germanophones, peu de ces ouvrages spécifiques ont été traduits en français. Néanmoins, les «*classiques*» francophones ou traduits de la révolution allemande, comme *Révolution en Allemagne* de Pierre Broué, la *Révolution allemande* de Chris Harman ou *Allemagne 1918, une révolution trahie* de Sebastian Haffner consacrent tous une partie conséquente à l'épisode du putsch de Kapp et de la réaction ouvrière. Particulièrement instructifs sur le putsch et les affrontements avec les milices ouvrières et l'armée rouge sont aussi les ouvrages venus de «*l'autre côté de la barricade*», surtout ceux d'Ernst von Salomon, ancien combattant des corps francs devenu écrivain et qui décrit donc le pays et les luttes du point de vue de la réaction (entre autres *l'Épopée des corps-francs* et *les Réprouvés*), ou le deuxième tome de *l'Histoire de l'armée allemande* de Jacques Benoist-Méchin.

« La modification du travail à l'hôpital s'est traduite par une perte de sens »

Entretien avec Hugo Huon, ancien infirmier de nuit, animateur du Collectif inter-urgences, auteur de « Urgences, hôpital en danger » (Albin Michel).



Tu es l'un des principaux initiateurs du Collectif inter-urgences (CIU). Comment celui-ci s'est-il constitué, puis élargi au Collectif inter-hôpitaux (CIH) ?

Avant de répondre à cette question il est important de recontextualiser en parlant de l'état du secteur hospitalier. Dans l'objectif de réduire les dépenses publiques, l'État a mis en place ces trois dernières décennies une série de lois et de modélisations économiques impactant aujourd'hui la qualité des soins et remettant en question le principe d'égalité de traitement dans l'accès aux soins. En regard, la modification du travail à l'hôpital s'est traduite par une perte de sens et une défection importante du personnel, où la résignation est de mise.

Le Collectif inter-urgences a été créé à la suite de la grève débutée à Saint-Antoine le 18 mars 2019. Il est constitué de personnes partageant le même constat de conditions de travail délétères impactant les conditions d'accueil. La plupart des services s'étaient déjà heurtés par le passé à l'échec du dialogue social, et la nécessité de nous coordonner sur tout le territoire nous apparaissait donc comme une évidence.

Il est important de comprendre que le mouvement part du regard que l'on porte sur notre travail. L'avantage des services d'urgences, en première ligne, est le double niveau de lecture sur l'institution hospitalière mais aussi sur la société et ses inégalités. En conséquence, s'attaquer à la résolution des problèmes rencontrés aux urgences revient à questionner l'ensemble du système, et c'est donc par la force des choses que nous avons développé les versants militants et politiques.

L'élargissement au CIH est devenu nécessaire quand les réponses apportées par le gouvernement se sont inscrites dans un budget fermé. En gros, ce qui était donné aux urgences était pris sur les autres services. Or, si la violence est plus exacerbée dans notre secteur, les problématiques de turn-over et de fermetures de lits sont généralisées, et on ne peut résoudre le problème des urgences sans améliorer l'aval (le reste des services). La particularité du CIH est d'avoir inclus les usagers dans leur gouvernance et cet axe est essentiel aujourd'hui. Les premiers touchés par les politiques publiques sont les patients, donc le problème est citoyen.

Nous sommes pour l'auto-organisation et la prise en main des luttes par les salariéEs, cependant les syndicats sont indispensables à la permanence d'outils de lutte. Qu'en penses-tu ?

Cette question nous a évidemment travailléEs dès le début du conflit et semble avoir traversé une bonne partie des mobilisations du 20^e siècle. Là encore, l'histoire des luttes syndicales dans le secteur hospitalier est intéressante. La marge entre concurrence et collaboration parmi

les collectifs auto-organisés et les syndicats a toujours été ténue, bien que chaque mouvement soit singulier et que tous les syndicats ne voient pas d'un mauvais œil l'émergence de collectifs. Disons que l'auto-organisation, définie par et pour l'action, sur des objectifs bien particuliers et dans un temps donné, permet une souplesse que ne possèdent pas les grosses centrales. Si nous avons parfois été en conflit et si certaines centrales continuent à dénier le rôle qu'a eu le CIU, aujourd'hui l'inter-syndicale fonctionne. En synthèse nous pensons que les deux, syndicats et collectifs, sont importants pour mobiliser dans un secteur où l'engagement n'est pas une évidence. Sur le mouvement inter-urgences, le point de départ a été la nécessité d'argumenter chaque poste demandé. Nous reprochions alors aux organisations l'institutionnalisation de leur discours. Plus largement, les dernières mobilisations montrent que les outils traditionnels tels que les manifestations ne fonctionnent plus. Face à un gouvernement qui refuse le dialogue – à ce sujet un exemple frappant est l'augmentation de la tolérance face à la violence

en manifestation, or la violence est bien l'absence de mots – et nie le rôle des corps intermédiaires, nous nous retrouvons aujourd'hui à les défendre. Nous espérons, à l'issue de ce conflit, que les centrales arriveront à assouplir certains aspects de leur fonctionnement.

Après la démission de près d'un millier de chefEs de service, le départ d'Agnès Buzyn et l'arrivée d'Olivier Véran, quelle direction devrait prendre la mobilisation hospitalière pour gagner ?

La gestion politique a été rocambolesque sur bien des aspects. Le changement d'interlocuteur n'est pas un changement de politique. Les actions devraient donc se poursuivre. Il est encore trop tôt pour dire quelles idées émergeront et quels virages prendra la mobilisation à l'issue des municipales. Nous continuerons d'essayer de sensibiliser les citoyens sur ces questions de santé. Il faut comprendre que, si le mouvement hospitalier s'essouffle comme le souhaite le gouvernement, ce sont bien les patients qui en feront les frais.

Comment expliques-tu la faible mobilisation des hospitalierEs contre la réforme des retraites qui va pourtant lourdement les pénaliser ?

La réforme des retraites arrive à un moment où la frange « mobilisable » des hospitaliers est déjà en branle depuis de nombreux mois. Pourtant les blouses blanches ont été moins visibles dans les cortèges de tête que les avocats ou les enseignants par exemple. Est-ce vraiment paradoxal ? Le Collectif inter-hôpitaux n'a pas appelé à la mobilisation des retraités pour ne pas risquer la division, des avis comme des énergies, d'un mouvement encore fragile fin novembre. Le Collectif inter-urgences y a appelé après un vote serré auprès d'un personnel rincé. Notre force, à l'inter-urgences, n'a jamais été le nombre mais la communication et les actions.

Au-delà de la division du travail et de la sociologie des professions, l'explication qui semble la plus forte reste la projection des soignants dans l'avenir : il est complexe de penser à la retraite pour une population qui dénonce les conditions de travail actuelles et n'envisage pas une carrière hospitalière. Nous avons déjà du mal à mobiliser nos pairs pour des problématiques qui les affectent au quotidien, alors une réforme qui les impactera dans trente ans... Pour rappel, l'espérance de vie professionnelle moyenne d'une infirmière est de cinq ans environ.

Quoi qu'il en soit, de nombreux soignants se déplaçaient sur les piquets de grève des dépôts de bus, ce qui laisse entendre que cette mobilisation, si elle était disparatée, n'était pas si faible.

Jusqu'en janvier dernier, tu étais infirmier aux urgences de Lariboisière. Aujourd'hui, tu publies un livre dans lequel tu donnes une large place aux témoignages. Pourquoi ce livre ? Pourquoi as-tu quitté l'hôpital ?

L'objet du livre a évolué avec le temps. Aujourd'hui il est triple. C'est d'abord un objet de dévoilement, une bouffée de réel. À l'heure où le gouvernement a un discours réducteur sur la gravité de la situation hospitalière, il est de notre devoir d'informer les citoyens qui, rappelons-le, seront les premiers touchés. Le deuxième objet est plutôt d'ordre sociologique. Il tend à montrer que les dysfonctionnements sont généralisés et impactent profondément la culture des acteurs du soin. Les questions de confiance et de sens au travail ne se résolvent pas avec des demi-plans. Enfin, il s'y joue aussi quelque chose au niveau de la parole. Les paramédicaux se brident souvent dans l'expression, que ce soit en réunion, en se dévalorisant, ou dans la presse, par crainte des repréailles. Nous espérons donc qu'à la lecture de ce livre les soignants s'ouvriront un peu plus.

Je voulais déjà partir de l'hôpital avant que le mouvement débute. Le CIU aura prolongé un peu plus mon exercice. J'étais cassé par cinq années d'exercice où le sentiment d'abandon a été prégnant. Abandon d'une partie grandissante de la société et abandon en miroir des professionnels soignants, extrêmement isolés et devant s'occuper de demandes dépassant de très loin leurs compétences. Je ne pouvais plus être dépositaire de ces histoires privées d'espoirs.

Vu ailleurs

LES FLICS TUENT. Rendez-vous a été donné ce samedi 22 février au pied d'un immeuble de la cité Maison-Blanche. L'été dernier, le bâtiment a souffert un grave incendie : la façade sinistrée est repeinte de frais – pas les autres. En signe de deuil, on va marcher d'ici, la cité où Mehdi a grandi, jusqu'à celle des Marronniers, où il est mort.

Dans un silence tendu, chargé de tristesse et de colère, une dizaine de très jeunes filles et garçons, portant une banderole « Justice pour Mehdi », prennent la tête du cortège. Des lascars à peine plus âgés soutiennent un autre calicot : « RIP Mehdi », avec un cœur tagué, et en bas « On oublie pas Zineb », du nom de l'octogénaire tuée par une grenade lacrymogène, fin 2018, dans le quartier de Noailles. Derrière, des mères, des amis serrent des roses blanches. [...]

Selon la police, ce 14 février vers 20 h, des malfaiteurs fuient en voiture après avoir braqué un supermarché. Pris en chasse par une patrouille de la BAC Nord, ils s'engouffrent sous le tunnel des Marronniers. C'est là que, en supposé état de légitime défense (il aurait été mis en joue avec un fusil à pompe), un flic tire sur Mehdi.

Cette thèse, que la procureure et le quotidien la Provence ont immédiatement reprise à leur compte, est contredite par des témoins contactés par le collectif Maison-Blanche. Lesquels livrent d'autres détails : alors que ses collègues courent après deux individus qui s'échappent à pied, un agent reste en couverture. Il voit alors Mehdi s'extraire du véhicule – ce qui laisse penser que le jeune homme s'était couché sur la banquette arrière et voulait s'esquiver. Une vidéo (assez floue) et des riverains font état de deux (ou trois) coups de feu côté policier, puis de coups de pied et de menottes passées au mourant. Quand des voisins demandent aux policiers d'appeler les secours, ils se font insulter et gazer. À l'arrivée des pompiers, le gosse est décédé.

La lumière sera peut-être faite un jour. La justice probablement jamais. Comme à l'accoutumée, IGPN et juges couvriront sans aucun doute le policier. La version officielle diabolise sa victime. Sur Internet, la haine des trolls se déchaîne : la racaille n'a eu que ce qu'elle méritait. Stéphane Ravier, candidat à la mairie centrale et chef local du RN (parti qui dirige déjà la mairie du secteur), se pavane dès le lendemain à l'entrée de la cité, assurant les policiers de son soutien total – soutien réciproque, puisqu'on estime que 50% de la profession vote pour lui. [...]

Bruno Le Dantec, « Qui a tué Mehdi? », CQFD, mars 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org

L'image de la semaine

